

LA PUBLICITÉ

des

Sociétés de Commerce

(avant et après le Décret du 30 Octobre 1935)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

ANNE BERTHAULT

JURY :

Président : M. PERCEROU, Professeur.

Suffragants { M. ESCARRA, Professeur.
M. AMIAUD, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS

—
1936

LA PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS DE COMMERCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PUBLICITÉ

des

Sociétés de Commerce

(avant et après le Décret du 30 Octobre 1935)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

ANNE BERTHAULT

JURY :

Président : M. PERCEROU, Professeur.
Suffragants { M. ESCARRA, Professeur.
 { M. AMIAUD, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS

—
1936

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs*



La Publicité des Sociétés de Commerce

Avant et après le Décret du 30 Octobre 1935

Introduction

La publicité légale des sociétés de commerce a vu son importance du point de vue social, grandir en même temps que les sociétés prenaient une place de plus en plus prépondérante dans la vie économique du pays. Elle fait partie de la série de formalités auxquelles sont astreintes les sociétés lors de leur fondation ou au cours de leur existence, en vue de protéger l'épargne publique, de renseigner les personnes en relations d'affaires avec les sociétés de commerce.

Son aménagement, plus ou moins satisfaisant, a de ce fait, une répercussion sur l'ordre social.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'opinion publique s'en préoccupe, c'est une question toujours d'actualité. Les scandales financiers viennent de temps en temps, et particulièrement à notre époque, rappeler la nécessité de protéger les épargnants contre les agissements d'aventuriers de l'industrie et de la finance, et aussi de protéger l'industrie et le commerce français contre l'emprise exercée sur le marché par quelques grandes entreprises financières internationales.

Pour atteindre ce but, la loi a créé des formalités auxquelles doivent se soumettre les fondateurs, puis les diri-

geants des sociétés ; mais l'unanimité s'est faite, dans l'opinion publique comme chez les théoriciens du droit, pour reconnaître que ces formalités sont en France trop compliquées, coûteuses et, ce qui est plus grave, le plus souvent inefficaces, impuissantes à remplir la mission pour laquelle elles ont été créées.

Les intérêts en présence sont difficiles à concilier ; une bonne publicité doit assurer une protection satisfaisante des intérêts particuliers, mais elle ne doit pas devenir une entrave pour les sociétés. La divulgation des principaux faits de la vie civile des sociétés ne doit pas devenir gênante pour l'exercice de leur activité commerciale, autrement la publicité légale devient nuisible à la vie économique nationale dont elle doit, au contraire, contribuer à assurer la bonne marche.

La base de la publicité légale des sociétés de commerce se trouve dans la grande loi du 24 Juillet 1867, fondement de tout notre droit des sociétés.

La publicité, telle que l'a établie la loi de 1867, a été constamment l'objet de critiques sévères. De nombreux projets de réformes ont été proposés, dont plusieurs ont été discutés devant le Parlement, mais dont aucun n'a jamais abouti.

Des perfectionnements, qui d'ailleurs ont contribué à augmenter la complexité du système, ont, cependant, été apportés par la loi de budget du 30 Janvier 1903, dans son article 3 sur les placements de titres dans le public, et la loi du 18 mars 1919 qui a créé le Registre du Commerce.

Les diverses tentatives de réformes ont abouti au Décret du 30 Octobre 1935. Réforme incomplète, faite hâtivement pour donner satisfaction aux réclamations les plus pressantes, dans le cadre des anciennes lois, et qui ne touche pas à toutes les formes de publicité.

Le Décret est complété par un Règlement d'Administration publique pris le 17 Juillet 1936, et qui fixe l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles au 1^{er} Septembre 1936.

Cette étude portant surtout sur le Décret du 30 Octobre 1935, nous ne nous occuperons que des formalités qu'il a modifiées. Nous laisserons de côté la publicité permanente (art. 64 de la loi du 24 Juillet 1867), non changée, et la publicité des émissions de titres.

Nous étudierons les formalités qui font l'objet des articles 55 à 63 de la loi du 24 Juillet 1867, des articles 12 à 17 et 19 de la loi du 7 Mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, et 6 et 7, 9 à 19 de la loi du 18 Mars 1919 qui a créé le Registre du Commerce.

QUELLES SONT LES SOCIÉTÉS ASSUJETTIES A LA PUBLICITÉ ?

Pas de difficultés en ce qui concerne la loi du 7 Mars 1925 : les formalités s'appliquent aux sociétés à responsabilité limitée créées par cette loi.

La loi du 24 Juillet 1867 parle de « toute société commerciale ». Cela comprend aussi, depuis la loi du 1^{er} Août 1893, les sociétés à objet civil qui ont adopté une forme commerciale, et constituées après cette loi.

Ne sont pas régies par la loi de 1867, quelques formes de sociétés soumises à un régime spécial. Ce sont : les sociétés d'assurances sur la vie à forme mutuelle ou tontinière (art. 7 à 11 — Décret du 20 Janvier 1906) ; les sociétés d'assurances mutuelles autres que sur la vie (section 7 — Décret du 8 Mars 1922) ; les sociétés de crédit agricole (art. 5 — loi du 5 Août 1920) ; les sociétés de cautions mutuelles et les banques populaires (art. 7, 8, 10 — Loi du 13 Mars 1917).

L'inscription au Registre du Commerce est requise de toute société y compris les sociétés civiles à forme commerciale, sauf si elles sont antérieures à la loi du 1^{er} Août 1893 ; ainsi que les sociétés exploitant des mines, mêmes créées avant la loi du 9 Septembre 1919 sous la forme civile.

L'inscription est requise de la part des sociétés d'assurances mutuelles maritimes, des sociétés de cautions mutuelles, des banques populaires, des sociétés de crédit maritime et de crédit ouvrier ; de toutes les coopératives quelles qu'elles soient, du moment qu'elles vendent à d'autres qu'à leurs adhérents. Ne sont exceptées que les associations en participation qui n'ont pas de personnalité morale.

PLAN

Dans une première partie, nous étudierons les lois indiquées plus haut, leur interprétation par la doctrine et la jurisprudence.

Nous dirons, ensuite, les critiques adressées au système français des publications de sociétés et jetterons un regard sur quelques législations étrangères.

Dans une deuxième partie, nous étudierons le Décret du 30 Octobre 1935 avec les projets de réforme qui l'ont précédé, et nous conclurons en essayant de définir ce qu'il reste à faire pour arriver à un système de publicité, sinon parfait, du moins théoriquement plus logique, plus rationnel et pratiquement meilleur.

PREMIERE PARTIE

L'état du Droit avant le Décret du 30 Octobre 1935

CHAPITRE PREMIER

LA PUBLICITÉ ORIGINAIRES

I

Lois du 24 Juillet 1867 et du 25 Mars 1925

La publicité des sociétés de commerce est régie par les articles 55 à 63 de la loi du 24 juillet 1867 ; ils remplacent les articles 42 à 46 du Code de Commerce expressément abrogés par la loi. En ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, les articles 12 à 17 et 19 de la loi du 7 mars 1925, se contentent de reproduire presque littéralement la loi de 1867 sur ce point.

Les formalités de publicité imposées aux sociétés lors de leur constitution sont au nombre de deux ; visées respectivement par les articles 55 et 56 de la loi de 1867, et 12 et 13 de la loi de 1925.

Ce sont : l'obligation de déposer un exemplaire des statuts aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix, du lieu du siège de la société (le dépôt au greffe de la justice de

paix est supprimé dans le Décret du 30 octobre 1935); l'obligation de publier un extrait de ces statuts dans un journal d'annonces légales.

Ces formalités sont impératives, exigées sous une sanction sévère : la nullité de la société.

DÉPÔT DE L'ACTE DE SOCIÉTÉ.

Aux termes de l'article 55 de la loi de 67, l'acte constitutif d'une société fait l'objet d'un double dépôt, au greffe du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social et à celui de la Justice de Paix.

Le but de ce second dépôt était de mettre les actes de sociétés plus à la portée des intéressés en un temps où les communications, les déplacements étaient moins faciles qu'aujourd'hui. La loi de 1925 l'avait pourtant conservé, les greffiers des justices de paix résistant à sa suppression. C'était pour eux une source de revenus par les taxes perçues en échange des copies délivrées aux intéressés.

Il faut déposer une expédition si l'acte est notarié, un double si l'acte est sous seing privé. Le terme de « double », qui a fait autrefois l'objet de controverses, est interprété par la jurisprudence comme signifiant un original et non une simple copie; même s'il s'agit d'une copie entière sur papier timbré, signé de tous les associés, même avec la mention que l'acte a été enregistré. Une société peut être annulée pour avoir déposé une copie (Rennes 3 août 1894 — J.S. 1895 - 395).

L'original déposé doit être sur papier timbré, signé des fondateurs et enregistré.

Le rôle du greffier qui reçoit les pièces est presque négatif. Il se contente de recevoir les dépôts. Il n'a pas à examiner

si la société a été régulièrement constituée, si rien d'indispensable n'a été omis; il n'a pas à examiner la validité du dépôt. Evidemment, il peut faire des remarques verbales, avertir l'intéressé; mais celui-ci n'est pas obligé d'en tenir compte. Le greffier ne peut refuser le dépôt d'un acte même irrégulier. Son rôle est différent dans la plupart des lois étrangères, où un contrôle des actes des sociétés est exercé. En France, un examen, tout formaliste, a lieu à propos de l'inscription au Registre du Commerce.

AUTRES PIÈCES A DÉPOSER.

Quand il s'agit d'une société par actions, le dépôt du texte des statuts ne suffit pas; à sa suite, sont annexées certaines pièces constitutives.

C'est d'abord, une copie certifiée des délibérations prises par les assemblées vérifiant et approuvant les apports en nature, et les avantages particuliers.

Le but de la loi est de faire connaître cette approbation; si d'autres résolutions sont votées à ces mêmes assemblées, la partie du procès-verbal qui y est relative n'a pas besoin d'être publiée. Pourtant, il est d'usage de publier la résolution qui nomme les premiers administrateurs ou gérants. C'est seulement un usage; si les fondateurs ne s'y soumettent pas, la publicité n'est pas moins régulière. Avec le Décret de 1935 cet usage est passé dans la loi.

Ensuite, il faut ajouter à l'acte de société une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital et le versement du premier quart. A la suite on ajoute, mais pour les sociétés anonymes seulement, la liste des souscripteurs. Chaque souscripteur est désigné de façon précise (nom, pré-

noms, qualité, demeure) et on indique le nombre d'actions par lui souscrites. Cette liste doit être certifiée.

Bien que la loi spécifie « si la société est anonyme », les fondateurs de sociétés en commandite par actions se soumettent généralement à cette formalité.

Quelle que soit la forme de la société, on exige aussi, sous peine de nullité, l'adjonction aux statuts déposés des procurations des associés qui se sont fait représenter à l'acte.

Le gérant d'une société en responsabilité limitée est, en principe, nommé dans l'acte constitutif. S'il n'en est pas ainsi, comme le permet l'art. 24 de la loi de 1925, le procès-verbal de l'assemblée qui le nomme doit être déposé avec les statuts.

COMMUNICATION AUX TIERS DES PIÈCES DÉPOSÉES.

Pour que le dépôt aux greffes soit une publicité, il faut que les tiers soient autorisés à en prendre connaissance.

L'article 63 de la loi de 1867, donne ce droit à tout intéressé, et celui de se faire délivrer une copie à ses frais, lorsqu'il s'agit d'une société par actions. Rien de tel n'est inscrit dans la loi pour les autres sociétés; il y a là, une différence injustifiable. On peut penser qu'elle est due à une inadvertance du législateur. D'une part en effet, l'ancien article 42 du Code de Commerce disait qu'un extrait de l'acte serait inscrit sur un registre que tout le monde pourrait consulter. Ceci s'appliquait à toutes les sociétés. Or, la loi de 67 a eu pour but de perfectionner et d'élargir la publicité, non de la restreindre.

D'autre part, l'attention du législateur était surtout fixée

sur les sociétés par actions qui préoccupaient l'opinion à cette époque ; ce qui peut faire croire à un oubli.

Pourtant, le texte de l'article 63 est trop clair, trop précis pour que l'on puisse adopter une interprétation contraire. Deux auteurs, MM. Thaller et Pic, demandent fort équitablement, que le greffier communique au moins la date de l'acte pour permettre des recherches dans les journaux d'annonces. Cependant, aucune raison juridique ne peut donner le droit d'exiger la communication d'une mention plutôt qu'une autre. Une pratique non uniforme, malheureusement, s'est établie dans les greffes, qui comble en fait à peu près cette lacune. Par toute la France, les greffiers des justices de paix communiquent l'acte entier ; c'est aussi la pratique générale des greffes des tribunaux de province. Mais à Paris, eux-ci ne communiquent que les mentions publiées par ailleurs dans le journal d'annonces, et rien ne peut les obliger à en communiquer davantage. L'article 19 de la loi de 1925 donne le droit à toute personne de prendre communication aux greffes des actes des sociétés à responsabilité limitée.

PUBLICATION D'UN EXTRAIT DES STATUTS.

La seconde formalité de publicité imposée à la société qui vient de se constituer, est de publier un extrait de ses statuts dans un journal pouvant recevoir les annonces légales. Quels sont ces journaux ? La loi de 1867 ne les désigne pas. Pour la province, c'est un décret du gouvernement de Bordeaux. Le Décret du 28 décembre 1870 donne le droit de publier les annonces légales à tous les journaux en langue française.

Ce décret ne s'applique pas à Paris, alors occupé par les allemands. Pour Paris, c'est un décret du 17 février 1852 qui

est encore en vigueur. Le Préfet de la Seine désigne chaque année les journaux qui recevront les annonces légales.

Le journal doit insérer l'extrait dans tous ses exemplaires du jour, toutes ses éditions, s'il y en a plusieurs. Cependant, une de ces éditions peut être destinée à un département voisin où la société n'a aucun établissement, ou bien il peut s'agir d'une édition spéciale. La jurisprudence dit selon les circonstances si l'omission de la publication dans certains exemplaires constitue ou non une faute susceptible de vicier la publicité. *Que doit contenir l'extrait.* — Les articles 57 et 58 de la loi du 24 juillet 1867 énumèrent un certain nombre de mentions qui doivent y figurer. Pour les sociétés à responsabilité limitée, l'article 14 de la loi de 1925 contient une énumération analogue.

Les articles 57 et 58, l'article 14 doivent-ils être interprétés limitativement ? Il semble au premier abord, qu'on ne puisse rien exiger de plus que le texte. Des arrêts de tribunaux, une fraction de l'opinion doctrinale l'entendent ainsi. Ce n'est pourtant pas l'avis de la majorité en jurisprudence comme en doctrine. On estime que l'énumération de la loi est simplement énonciatrice. Le but de la publicité étant d'informer les tiers, c'est tout ce que les tiers ont intérêt à connaître qui devra figurer dans l'extrait. Ici, nouvelle divergence dans l'opinion ; pour les uns, il faudra publier toutes les clauses qui intéressent les tiers indistinctement ; pour les autres, on fera une différence entre celles qui font partie du droit commun des sociétés et celles qui y dérogent. Ce sont ces dernières seulement, dont les tiers doivent être informés ; pour les autres, c'est inutile, puisqu'elles sont dans la loi.

Quoi qu'il en soit, l'insertion des clauses, de droit commun ou non, ne figurant pas dans l'énumération légale, ne

peut être sanctionnée par la nullité de la société, le champ d'application des nullités ne peut s'étendre. La sanction ne peut être que l'inopposabilité de la clause aux tiers par les associés.

L'extrait doit mentionner *la forme de la société*, si elle est en nom collectif, en commandite simple, etc... (art. 58); sa *raison sociale* ou sa *dénomination*, ainsi que l'indication du *siège social* (art. 57).

La loi ne parle pas de *l'objet de la société*. Il semble qu'il s'agisse là d'un oubli. Il paraît de toute nécessité de faire connaître le but que la société se propose de poursuivre, quelle sera la nature de ses opérations. D'autre part, la jurisprudence accorde un certain effet à la publication de l'objet; elle décide souvent qu'il y a abus de la raison sociale si la société fait des opérations non en rapport avec le but avoué dans l'extrait (motifs de l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 Juillet 1899 très fréquemment confirmé depuis. S. 1900 - I - 5).

Malgré cela, la doctrine n'admet pas que la non publication de l'objet soit une cause de nullité pour la société. Elle estime qu'on ne peut croire à une étourderie du législateur. Certaines autres clauses non énumérées par la loi n'existent pas dans tous les statuts, tandis qu'il y a toujours un objet. Par conséquent, si le législateur n'a pas exigé la publication de l'objet, c'est qu'il n'a pas cru devoir le faire.

Les fondateurs définissent, cependant d'habitude, le but du pacte social dans les publications; mais il n'est pas besoin d'énumérer les diverses opérations rentrant dans le cadre de l'action sociale et qui ne sont que les moyens d'atteindre le but.

Les *noms des associés* personnellement et indéfiniment responsables doivent être énumérés. Les « noms », cela

comprend aussi les prénoms, le domicile, etc... tout ce qui est nécessaire pour identifier clairement chaque associé.

Il faut dire quels sont les *associés autorisés à gérer*. Mais si le gérant est choisi en dehors des associés ? Son nom doit figurer dans l'insertion ; ainsi en désident la doctrine et la jurisprudence.

La loi de 1925 emploie le terme plus large de « personnes autorisées à gérer. » Si elle est plus large, cette expression est aussi plus vague. Comprend-elle, outre le gérant, les directeurs ? C'est possible si on est en présence d'un directeur général ayant des pouvoirs analogues à ceux des gérants, mais non, à notre avis, s'il s'agit de directeurs techniques qui sont des employés.

L'omission des noms des associés autorisés à gérer n'est pas de nature à vicier la publicité d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite simple ou par actions. On en conclura que tous les associés indéfiniment responsables sont gérants. C'est le droit commun de ces sociétés.

Au contraire, si des gérants associés ou non, sont désignés, ils pourront seuls engager la société. Les actes passés par des tiers avec des associés s'attribuant à tort la qualité de gérants sont inopposables à la société. Les tiers ne peuvent se plaindre ni rien réclamer ; la publicité faite, les clauses du pacte social sont réputées connues d'eux.

Pouvoirs des gérants. — Rien dans la loi à ce sujet. La doctrine et la jurisprudence l'ont complétée, disant que les tiers doivent être prévenus des clauses qui restreignent les pouvoirs que le gérant tient du droit commun. L'art. 43 ancien du Code de Commerce exigeait une telle publicité. On s'appuie sur ce fait et sur l'intention du législateur de 1867 d'élargir la publicité pour justifier la solution adoptée.

Il faudra alors publier l'interdiction faite au gérant de faire des opérations de bourse, la clause selon laquelle la société ne sera pas engagée par des actes étrangers aux affaires sociales, l'obligation de faire signer les traites et les billets par tous les associés, dans une société en nom collectif ; et encore : la défense faite au gérant de cautionner la dette d'un tiers sans prendre l'avis du conseil de surveillance, la clause par laquelle tout engagement souscrit par la société doit exprimer la clause pour laquelle il a été consenti, celle qui oblige le gérant à ne faire des opérations qu'au comptant, l'interdiction qui lui est faite de signer des lettres de change, etc....

Le capital. — L'article 57 énonce d'abord d'une manière générale que l'on doit publier le montant du capital et le montant des valeurs fournies ou à fournir par les actionnaires ou les commanditaires. L'article 58 le complète en ce qui concerne les sociétés anonymes. Pour ces sociétés, il faut dire le montant du capital en numéraire et en autres objets.

On a quelquefois soutenu qu'il est inutile de publier le capital dans le cas de sociétés en nom collectif, tous les associés étant tenus indéfiniment ; mais les termes de l'article 57 sont trop généraux pour permettre aucune exception.

La jurisprudence est indulgente cependant en cas d'oubli ou d'erreur dans l'énonciation du capital de ces sociétés. Le crédit des associés, disent les tribunaux, importe davantage aux tiers que la connaissance du capital social.

On peut comprendre différemment le membre de phrase « valeurs fournies ou à fournir » de l'art. 57. Cela peut vouloir dire que dans la société en commandite il faut publier d'une part, la valeur de l'apport du ou des commandités et, d'autre part, les apports des commanditaires ou actionnaires. Cette phrase peut être aussi la réplique, pour les sociétés en com-

mandite, de la phrase « en numéraire et autres objets » de l'art. 58 pour les sociétés anonymes. On interprète alors les deux expressions comme signifiant que l'on doit faire deux parts dans le capital et énoncer séparément la valeur des apports en nature et l'apport en numéraire, sans préciser ce qui vient des commanditaires ou des associés en nom.

De cette manière, les tiers connaîtraient la portion du capital sur laquelle ils peuvent sérieusement compter, les valeurs susceptibles d'être réalisées sans entraver la marche des opérations sociales, celles qui sont immobilisées. La publicité sera plus complète encore si on énumère les apports de façon détaillée avec le nom de l'apporteur, la distinction des apports réalisés ou promis. Seulement il en résulte une publication longue et compliquée.

La différence même des articles 57 et 58 indiquerait de la part du législateur, l'intention d'attribuer un sens différent aux deux membres de phrase. On dira finalement qu'on publiera le chiffre global de la commandite à côté du chiffre du capital, si la société est en commandite (Bordeaux, 12 août 1879. — J. S. 1880-113) et la valeur des apports en nature si elle est anonyme.

La loi de 1867 parle de « montant » des apports, ce qui indique qu'elle veut parler d'un chiffre, il n'est pas question de la nature des apports. La loi de 1925, au contraire, spécifie qu'il faut publier « l'espèce et la valeur » des apports en nature. Elle exige une publicité plus détaillée, les différents objets apportés doivent être identifiés séparément.

Les dettes. — N'ont pas besoin d'être publiées si on en a tenu compte dans l'évaluation des apports ou si elles doivent être supportées définitivement par l'apporteur.

Les tribunaux considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'in-

diquer l'existence des dettes. Ils se réservent pourtant le droit de dire si cette omission est une faute, s'il en résulte un préjudice pour les tiers, mais ils n'en tirent jamais pour conséquence la nullité de la société.

Parmi les clauses susceptibles d'entraîner une diminution du capital, la plus répandue est la clause dite d'intérêt fixe. La société, généralement au début de ses opérations, s'engage à verser à ses actionnaires un intérêt annuel fixe, même en l'absence de bénéfices.

S'il y a des bénéfices suffisants, la société fonctionne normalement ; s'il n'y en a pas, l'intérêt ne peut être prélevé que sur le capital, d'où diminution de celui-ci.

Pourtant, l'intérêt fixe n'est qu'une partie des sommes prélevées sur le capital, les premiers fonds de roulement de la société ne peuvent être pris aussi que sur le capital et on ne dit pas dans ce cas là qu'il en est diminué.

Si les intérêts figurent au compte profits et pertes, ils rentrent dans les frais généraux et le capital figure dans son intégralité au bilan. Ce système implique que le capital n'est atteint que temporairement, on a l'intention de le reconstituer au fur et à mesure que l'on fera des bénéfices. Au contraire, si les intérêts sont inscrits au compte capital, celui-ci apparaît diminué et la clause doit alors être publiée.

La jurisprudence se réserve d'apprécier, selon les circonstances, si le capital se trouve en fait diminué ou non. Cette attitude laisse planer un doute fâcheux. D'autant plus qu'au moment où la société se constitue les fondateurs peuvent ne pas savoir comment la clause entrera en application. Il sera donc préférable de publier la clause dans tous les cas. D'ailleurs, la loi de 1925 l'exige pour les sociétés à responsabilité limitée.

Dans les sociétés à capital variable, on publie le minimum au-dessous duquel le capital ne peut descendre.

Si la société est anonyme, on doit publier la quotité à prélever sur les bénéfices pour constituer une *réserve*. On l'entend de la réserve légale. Y a-t-il lieu d'étendre cette disposition ? Il semble que la constitution d'une réserve est une mesure qui, loin de nuire aux tiers, augmente leur garantie. Certains auteurs, pourtant, désirent que la publicité s'étende aux réserves extraordinaires.

Fin de la société. — La loi (art. 57) commande de publier l'époque où la société commence et celle où elle doit finir. Cela implique que l'on ajoute à l'indication du terme, les clauses susceptibles de modifier la durée de la société. Ainsi la clause d'après laquelle la société continuera après le décès d'un associé avec les héritiers du décédé. La Cour de Cassation (2 mars 1885-S. 1885-I-362) juge qu'il n'y a pas à publier cette clause si elle n'entraîne pas la constitution d'une société nouvelle, un changement dans le personnel social ni une transformation de la raison sociale.

Inversement, il faudra faire connaître la clause qui prévoit la transformation d'une société en nom collectif en société en commandite en cas de décès d'un associé.

La jurisprudence ne juge pas indispensable non plus, de publier la disposition donnant le droit à un associé de proroger pour un certain nombre d'années la société, cela avant l'arrivée du terme. Il suffit que cette clause soit publiée dans le mois de la prorogation.

A la fin de l'insertion, on indiquera *la date du dépôt aux greffes*.

L'extrait doit être signé, aux termes de l'art. 60, soit par

le notaire, soit par les associés en nom, les gérants ou les administrateurs.

DÉLAI POUR ACCOMPLIR LES FORMALITÉS.

Ce délai est le même pour le dépôt et pour l'insertion au journal. Il est d'un mois à partir de la constitution de la société. La constitution d'une société en commandite simple, ou d'une société à responsabilité limitée comme d'une société en nom collectif, est définitive lorsque toutes les signatures sont réunies sur l'acte, c'est de ce moment que court le délai. Il n'en est pas de même pour les sociétés par actions. La constitution de celles-ci est entourée de toute une suite de formalités. Ce n'est que du jour de la seconde assemblée constitutive que le délai sera compté (art. 4 et 24, loi du 24 juillet 1867).

Société constituée sous condition suspensive. — Trois systèmes sont proposés : 1° On s'appuie sur le principe de la rétroactivité de la condition. Lorsque la condition se réalise, la société est considérée comme ayant existé depuis la rédaction de l'acte. C'est à partir de ce moment que l'on compte le délai.

2° Le point de départ du délai est le jour où la condition se réalise. La publicité est faite pour renseigner les tiers, jusqu'à la réalisation de la condition la société n'a pu fonctionner, elle était inexistante pour les tiers, elle n'avait pas à être publiée ;

3° Il est préférable de publier la société dans le mois de sa constitution et d'effectuer une nouvelle publicité quand la condition se réalise, car la jurisprudence est incertaine et donne des solutions variables avec les cas (Cass. 22 février 1892 - J. S. 1892 - 514 ; Lyon 2 fév. 1882 - R. S. 1883 - 314 ; Trib. de Com. de la Seine, 3 juin 1914 - J. S. 1915 - 207).

On n'est sûr de l'opinion des tribunaux que lorsque la condition affecte le consentement d'un associé. Ce cas ne fait pas de doute, tant que tous les consentements ne sont pas réunis le contrat n'est pas formé.

Manière de compter le délai. — Il se compte de quantième à quantième, sans tenir compte du nombre de jours du mois. On admet qu'il ne faut pas tenir compte du *dies aquo*, de sorte que, une société constituée le 20 février peut être encore valablement publiée le 21 mars.

Ce n'est pas un délai de procédure ; il n'est pas susceptible de prolongation si le dernier jour tombe un jour férié, ni de prolongation en raison des distances. Pourtant la jurisprudence admet une exception en faveur de sociétés coloniales qui désirent se constituer en France, où les capitaux sont plus nombreux, et y réunir leurs actionnaires, mais qui ont leur siège social dans la colonie, pour des raisons de bonne administration. En ce cas, on applique l'article 72 du Code de Procédure civile en matière de délais d'ajournement (Trib. de Com. de Lyon, 12 août 1920 - S. 1922 - 35 ; Trib. de Com. de Tours, 13 juillet 1928, J. S. 1929 - 426).

PREUVE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS.

La preuve que les dépôts, ou l'un d'eux, n'ont pas été effectués, incombe à celui qui demande la nullité de la société. Elle résultera de la production d'un certificat négatif délivré par le greffier. Un certificat positif pourra servir à prouver que le délai n'a pas été respecté.

On peut prouver aussi que les formalités n'ont pas été effectuées dans le mois, en démontrant que la date portée dans les pièces déposées n'est pas la date réelle de la constitution

de la société. L'acte passé en la forme authentique fera foi de sa date à l'égard de tous jusqu'à inscription de faux. L'acte sous seing privé fera foi entre les parties non à l'égard des tiers; la liberté de la preuve étant de règle en matière commerciale, le demandeur pourra faire la preuve par tous les moyens, en particulier la preuve par témoins, et le juge aura pouvoir de dire si la date est exacte.

Dans le cas des sociétés par actions, c'est la date du procès-verbal de la seconde assemblée constitutive qui donne le point de départ du délai. Le procès-verbal fait foi à l'égard des actionnaires, ce ne sont pas des tiers vis-à-vis de la société. Les tiers pourront faire la preuve par tous les moyens.

La loi a ménagé une preuve en ce qui concerne la publication au journal d'annonces. Un exemplaire doit en effet aux termes de l'art. 56, être certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date. Il établit la preuve de l'insertion.

Le délai de trois mois est de rigueur, aussi bien que le délai pour accomplir la publicité; la sanction est également la nullité de la société; aucun doute n'est possible étant donnés les termes même de l'article 56, alinéa dernier.

Comme la loi a prescrit ce mode de preuve, aucun autre ne peut être admis. C'est une exception à la règle de la liberté de la preuve en matière commerciale. La jurisprudence permet cependant de produire le registre du receveur de l'enregistrement à la place du journal perdu.

La preuve sera très difficile à faire par les tiers qui s'attaquent à la société. Comment prouver que l'insertion n'a pas eu lieu ? Qu'un exemplaire du journal n'a pas été enregistré dans l'un quelconque des bureaux d'enregistrement de France ? Cependant l'article 56 n'a pas modifié la charge de la

preuve ; la société ne sera obligée de produire le journal que si c'est elle qui est demandeur.

QUI EST CHARGÉ D'EFFECTUER LES FORMALITÉS ?

Normalement ce sont les personnes chargées d'administrer la société. Publier les actes constitutifs, c'est un acte d'administration rentrant dans les attributions des gérants ou administrateurs et pour lequel ils n'ont pas à justifier d'un pouvoir spécial.

Sauf disposition contraire, dans une société en nom collectif, tous les associés ont qualité pour effectuer la publicité.

Dans une société en commandite simple, le commanditaire n'est pas chargé des publications ; il n'a aucune responsabilité à cet égard ; à moins, bien entendu, qu'il n'ait été de connivence avec le commandité, il est alors responsable de sa faute. La publicité effectuée par le commanditaire n'est pas nulle, d'après la jurisprudence, mais c'est de sa part un acte d'immixtion dans la gestion qui engage sa responsabilité (Cass. 16 novembre 1887 - D. 1888 -1 - 124).

Le notaire rédacteur de l'acte peut recevoir mandat pour procéder aux dépôts et faire insérer l'extrait. En général, pour éviter toute contestation, les statuts contiennent une clause donnant pouvoir pour les publier, au porteur des documents.

II

Le Registre du Commerce

En France, le Registre du Commerce, créé seulement en 1919, a eu surtout pour but de faire connaître la nationalité des commerçants et des maisons de commerce, et d'organiser une publicité des sociétés étrangères, alors inexistante. La

guerre ayant montré la gravité de cette dernière lacune, on s'est hâté de voter une loi dans ce sens. On désirait aussi rassembler sur le registre, tous les renseignements concernant la vie civile des établissements commerciaux. On a parlé « d'état-civil » ; le terme est inexact ; en France, l'inscription au Registre du Commerce n'est pas, comme en droit allemand, créatrice de droits, elle n'est pas le criterium de la commercialité. Elle crée cependant une sérieuse garantie, puisque le greffier doit exiger à l'appui de la déclaration, des pièces justifiant de l'existence d'une maison de commerce, tel qu'un extrait du rôle de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Mais, si un non commerçant se trouve, par erreur ou fraude, inscrit sur le Registre, l'inscription ne le rend pas commerçant, à l'encontre de ce qui se produit en droit allemand. Il pourra opposer l'incompétence si on l'attaque devant le tribunal de commerce ; il ne pourra pas être mis en faillite.

La loi de 1918 n'a pas touché au régime antérieur de la publicité légale. Elle ne fait que se superposer à elle, créant ainsi une nouvelle formalité. Publicité secondaire d'ailleurs, qui ne peut suppléer à celle de la loi de 67. Si une erreur ou un oubli se sont glissés dans la publicité selon la loi de 67, l'inscription complète et exacte au Registre du Commerce est impuissante à les réparer.

La loi de 1919 est complétée par toute une série de décrets, arrêtés, règlements qui en ont précisé l'application.

La formalité, créée par la loi du 18 mars 1919, consiste en une déclaration en double exemplaire sur une formule imprimée fournie par le greffier :

CONTENU DE LA DÉCLARATION.

Elle comprend un extrait des statuts analogue à celui

publié au journal d'annonces, mais plus complet, et faisant une large place à la nationalité des différentes personnes qui y sont désignées.

L'article 6 énumère les mentions dont la loi exige l'inscription au Registre. La déclaration comprend notamment *l'objet* de la société. Il est admis dans la pratique, qu'il n'y a pas besoin de reproduire le paragraphe des statuts qui y est relatif; il suffit qu'il soit défini clairement.

Il faut ajouter à la suite des noms des associés ou des tiers autorisés à gérer, ceux des *membres du conseil de surveillance* des sociétés en commandite par actions. On en déduit *a contrario* qu'il est inutile de dire les noms des commissaires de surveillance des sociétés anonymes.

Les « tiers autorisés à gérer », ce sont seulement les tiers ayant les pouvoirs de gérants ou d'administrateurs. L'article 7 prescrit par ailleurs de désigner *les directeurs*, sans préciser, malheureusement, de quels directeurs il s'agit. Il semble donc qu'il serait nécessaire d'inscrire même les noms des directeurs techniques.

Tous ces membres du personnel social, ainsi que les associés en nom, sont désignés par leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, et leur nationalité. On voit que, sur ce point, la loi de 1919 est beaucoup plus complète et explicite que la loi de 67.

La loi de 1925, dans son article 20, renvoie à la loi de 1919 pour l'inscription au Registre du Commerce des sociétés à responsabilité limitée, et précise que les noms de tous les associés devront figurer dans l'extrait.

L'article 7 exige la déclaration des *brevets, marques de fabrique ou de commerce* exploités par la société. Les brevets français, les marques déposées selon la loi française, seuls

valables en France, sont les seuls à faire connaître ; exception faite pour l'Alsace-Lorraine, où les brevets allemands existants lors du traité de Versailles restent valables jusqu'à leur expiration.

Depuis la loi du 13 novembre 1933, il faut indiquer s'il a été créé des *actions à vote double*.

La même question se pose pour l'énumération de l'article 6 que pour celle des articles 57 et 58 de la loi de 67. Est-elle limitative ou seulement énonciatrice ? Le défaut d'inscription au Registre du Commerce est sanctionné par une amende pénale et on ne peut étendre le champ d'application d'une disposition pénale. Malgré cela, une bonne partie de la doctrine trouve peu logique d'admettre ici une solution différente de celle donnée à propos de l'insertion au journal d'annonces. On pourrait évidemment compléter ce que l'inscription au Registre pourrait avoir d'insuffisant, en consultant les statuts déposés au même greffe ; mais outre qu'à Paris, les tribunaux de commerce ne communiquent pas l'acte entier, outre que c'est occasionner de nouveaux frais, la loi n'a pas fait inscrire sur le Registre la date de ce dépôt. Elle suppose que les deux formalités sont effectuées le même jour, mais il peut en être autrement. Par conséquent, il sera préférable d'ajouter à la liste de l'article 6 quelques clauses essentielles pour les tiers, telles que les clauses restreignant les pouvoirs des gérants.

A l'Office de la Propriété Industrielle est tenu un registre central du commerce ; il comprend un résumé des inscriptions des registres locaux adressé par les greffiers à l'Office.

ROLE DU GREFFIER.

Le greffier ne peut s'assurer de la validité du dépôt fait selon la loi de 67. Il doit au contraire refuser l'inscription au

Registre du Commerce si l'extrait ne contient pas toutes les mentions exigées par la loi et s'assurer que les pièces produites à l'appui de la déclaration sont régulières; mais il ne peut vérifier l'exactitude des mentions, il signale simplement au juge s'il lui paraît que des irrégularités ont été commises.

DÉLAI ET PREUVE.

Le délai dans lequel une société doit être inscrite au Registre du Commerce est le même que celui pour effectuer la publicité légale proprement dite : un mois du jour de la constitution de la société.

La loi de 1919 n'ayant rien précisé à ce sujet, on applique toutes les règles relatives au délai de la loi de 67.

La preuve de l'inscription consiste en un récépissé remis par le greffier au déclarant. Les tiers pourront faire la preuve de la même manière que pour le dépôt par la production d'un certificat positif ou négatif.

QUI DOIT REQUÉRIR L'INSCRIPTION ?

Les gérants ou les administrateurs, dit la loi. Il suffira de l'un d'eux muni d'un pouvoir spécial. La déclaration doit être signée de tous; si l'un se trouve empêché, le greffier devra en demander et mentionner la cause.

Le déclarant devra affirmer son identité par des pièces authentiques et personnelles.

La déclaration peut être faite par mandataire. Il n'est pas nécessaire que la procuration soit authentique; elle peut être sous seing privé, mais sur papier timbré, et enregistrée. (Décret du 15 Mars 1920). Elle sera conservée au greffe avec la déclaration.

COMMUNICATION DU REGISTRE AUX TIERS.

Les tiers ne peuvent consulter eux-mêmes le Registre. Ils peuvent se faire délivrer par le greffier ou le directeur de l'Office national de la Propriété Industrielle, une copie certifiée conforme des mentions portées au Registre, ou un certificat affirmant qu'il n'y a pas d'inscription au nom de la société indiquée.

Cette copie est délivrée sur une formule spéciale revêtue du timbre de dimension. L'intéressé doit remboursement du timbre plus les frais.

Là se borne la publicité par le Registre du Commerce. Elle n'est pas doublée comme en Allemagne ou en Suisse, par une publicité dans un journal. Dans ces pays, toute la publicité repose sur le registre du commerce; en France, la publicité par la presse existe en dehors de ce registre. On a craint une trop grande divulgation de certains faits portés au Registre au cours de la société, tels que les nantissements : trop de lumière jetée sur ces faits pourrait ébranler le crédit des sociétés, peut-être injustement, et il ne faut pas que la publicité soit nuisible à l'économie nationale.

CHAPITRE II

PUBLICITE DES MODIFICATIONS AUX STATUTS

Au cours de la vie de la société ses dirigeants peuvent être appelés à modifier un ou plusieurs points de ses statuts. Ces modifications sont soumises aux mêmes publications que les statuts eux-mêmes. Les articles 61 de la loi du 24 juillet 1867, 17 de la loi du 7 mars 1925, et 7 de la loi du 18 mars 1919 règlent cette publicité.

I

La publication des modifications aux statuts dans les lois de 1867 et 1925

MODIFICATIONS SOUMISES A PUBLICITÉ.

Il faut distinguer entre les modifications qui résultent de la volonté des associés et celles qui proviennent d'un événement indépendant de cette volonté. Les premières sont les seules à publier. Cela résulte du texte de l'article 61, identique dans l'article 17 de la loi de 1925 : « tous actes et délibérations... » qui implique une manifestation de volonté. Ainsi, la mort d'un associé en nom n'a pas à être publiée.

Ne se publie pas, la modification qui résulte d'une pratique contraire aux statuts, car elle est légalement inexistante. Une modification résulte de la volonté exprimée de tous les

associés ou de la délibération d'une assemblée générale extraordinaire spécialement réunie à cet effet (Paris 24 janvier 1889 - R. S. 1889 - 201).

On ne publie pas les contre-lettres, actes qui interviennent entre les parties pour modifier le contrat apparent. Ces contre-lettres n'ont pas d'effet à l'égard des tiers. Si un apport est déclaré franc et quitte, la contre-lettre qui dément cette assertion n'a pas pour effet de mettre une dette à la charge du capital, et de le diminuer de ce fait.

L'article 61 ne donne aucune précision ou distinction dans sa référence, aux articles 55 et 56. A la lettre, on devrait en conclure que tout acte modificatif doit être déposé au greffe et faire l'objet d'une insertion. C'est excessif, si l'on songe que l'article 56 ne prescrit la publication que d'un extrait des statuts. Il faut admettre que l'art. 61 s'applique à la lettre (tous actes et délibérations...) en tant qu'il renvoie à l'article 55, mais on ne publiera au journal que les modifications qui intéressent les tiers.

La Cour de Cassation va plus loin; elle juge inutile de déposer aux greffes les modifications qui ne font pas l'objet d'une publication au journal. Un intéressé ne pourrait être prévenu d'une modification que par une insertion donnant au moins la date du dépôt, puis les greffiers ne sont pas obligés de délivrer des certificats constatant qu'il n'y a pas eu de modifications aux statuts depuis l'origine de la société. Il y aurait donc là une formalité tout à fait inutile. (Cass. 15 juillet 1878 - J. S. 1880 - 324).

On peut objecter que la volonté du législateur était que l'acte entier soit déposé aux greffes, cette volonté n'est pas respectée si on ne rectifie pas le dépôt après chaque modification.

PRINCIPALES MODIFICATIONS A PUBLIER.

Le changement de siège social doit être publié à l'ancien siège et au nouveau. Au nouveau, il faudra faire une publication complète ; c'est là désormais que les tiers iront se renseigner. Dans la pratique, on se contente le plus souvent de publier au nouveau siège, comme à l'ancien, l'acte ou la délibération décidant le transfert avec la référence aux greffes de l'ancien siège. En droit, c'est insuffisant.

Il faut faire connaître tout *changement dans la raison sociale ou la dénomination, tout changement ou retrait d'associés* (l'art. 61 le spécifie).

Il s'agit, bien entendu, d'associés en nom. La publication doit avoir lieu même si l'acte constatant leur entrée dans la société n'a pas été publié. La publicité est indispensable pour faire disparaître la responsabilité de celui qui se retire.

On portera à la connaissance des tiers seulement la retraite volontaire ou le changement d'associé avec le consentement des autres associés. Au contraire, il n'y aura pas de publication dans le cas d'un changement prévu dans les statuts, dans le cas de mort d'un associé ou dans le cas d'un associé mis en faillite, liquidation judiciaire, ou interdit, parce qu'ici n'intervient aucune manifestation de volonté des associés.

Si la forme de la société se trouve modifiée à la suite d'un changement ou d'une retraite d'associé, que ce soit volontairement ou non, il y aura lieu alors de publier cette transformation.

La loi n'impose pas expressément la publicité lorsqu'il y a adjonction d'un nouvel associé. Le cas est douteux, car l'ancien article 46 assimilait l'entrée en société au changement

et à la retraite, de plus l'article 57 prescrit la publication du nom de tous les associés, indéfiniment responsables. Cependant, l'adjonction d'un nouvel associé ne fait qu'augmenter la sûreté des tiers et ne saurait les inquiéter. La situation de la société reste au moins aussi bonne qu'avant. La non publication ne peut avoir de conséquences graves.

Faut-il publier la retraite ou un changement de commanditaire ? Non, semble-t-il, l'article 57 ne prescrit pas l'insertion des noms d'associés autres que les associés en nom. S'il n'a pas libéré entièrement sa part, il reste responsable vis-à-vis des créanciers sociaux antérieurs à la cession et la publicité ne changera rien à sa situation. Un arrêt (Rouen, 1^{er} mai 1869) a pourtant décidé que si la cession n'était pas publiée, le commanditaire restait responsable de l'insolvabilité de son successeur, du moment que sa commandite, connue sur la place, a continué de figurer sur les livres. Si la cession est publiée, on en déduit que le commanditaire dont la part n'est pas entièrement libérée est de ce fait dégagé vis à vis des créanciers postérieurs. Si la part est libérée tout à fait, alors la publicité n'a plus aucun effet, elle est inutile.

Si un commanditaire cède sa part à un associé en nom, la commandite se trouve diminuée, il y a lieu d'en faire connaître le nouveau chiffre.

La retraite d'associé dans une société à capital variable n'a pas besoin d'être publiée tant qu'elle n'a pas pour effet de faire descendre le montant du capital au-dessous du minimum statutaire.

L'article 17 exige seulement la publication de « tout changement d'associé » ; il convient d'ajouter la retraite et même l'adjonction, puisque l'article 14 impose de publier les noms de tous les associés.

L'article 57 ordonne de désigner les associés gérants, la jurisprudence étend la disposition aux tiers gérants, il faudra donc annoncer les *changements dans la gérance*, qu'il s'agisse d'associés ou de tiers.

Quant aux administrateurs de sociétés anonymes, la jurisprudence décide qu'il n'est pas nécessaire d'en faire connaître les changements (Aix, 23 juin 1904 - J. S. 1905 - 316). Mais alors la société pourra se trouver engagée par les agissements d'un administrateur révoqué.

En cas de délégation de pouvoirs à un directeur, il n'est besoin d'aucune publicité, la délégation laisse subsister la responsabilité du gérant ou du conseil d'administration. Dans la pratique, la société fera passer une circulaire avisant ses clients et ses fournisseurs de la délégation.

La délibération accordant à l'assemblée générale ordinaire le droit de révoquer le gérant ou définissant ses pouvoirs à cet égard, réalisera-t-elle une modification aux statuts ? Le plus souvent, on admet qu'il suffira de publier la révocation lorsqu'elle se produira.

La *prorogation de la société* au-delà du terme ne demande aucune formalité, si elle résulte d'une clause prévue aux statuts ayant figuré dans la publicité originale. Dans tous les autres cas, il faut en avertir les tiers. Ainsi, la continuation de la société avec les héritiers d'un associé prédécédé doit être publiée si elle n'avait pas été prévue dans les statuts ou si elle occasionne une transformation nécessitant une délibération des associés.

L'augmentation et la réduction du capital rentrent évidemment dans les modifications sujettes à publicité.

La réduction doit toujours être publiée, qu'elle soit di-

recte ou indirecte. Elle est indirecte, par exemple, par la prise en charge du passif d'une autre société.

L'augmentation du capital est la source d'une publicité importante : outre le dépôt et l'insertion de la délibération décidant l'augmentation et les autres modifications statutaires qu'elle a pu entraîner, il faut déposer conformément à l'article 55, la déclaration notariée de souscription et de versement, les procès-verbaux des assemblées vérificatives si l'augmentation est réalisée par apport en nature, et la liste des soustributeurs si la société est anonyme.

Dans le cas des sociétés à capital variable, aucune formalité n'est requise tant que le capital varie entre le minimum statutaire et le maximum fixé par les statuts et la loi ; il faudra publier les augmentations par tranches de 200.000 francs, prévues à l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867.

Si les modifications sont telles qu'elles réalisent une *transformation de la société* ancienne en une société nouvelle, il faudra faire connaître à la fois la dissolution de la société primitive et la constitution de l'autre. La transformation fait l'objet d'une double publicité.

Il y a transformation quand la société est modifiée dans ses éléments essentiels, de sorte qu'on ne reconnaisse plus les caractères juridiques de sa forme originaire.

L'article 61 prévoit expressément plusieurs cas de transformation : transformation d'une société en commandite par actions en société anonyme ; de société anonyme autorisée, ancien système, en société anonyme selon la loi de 1867, etc...

Il n'est pas nécessaire d'effectuer une publication quand la transformation d'une société en nom collectif en société en commandite à la mort d'un associé se réalise, en exécution d'une clause des statuts.

Pourtant, il faudra faire connaître le montant de la commandite.

Selon une autre opinion, la transformation à la mort d'un associé est une simple éventualité qui n'a pas besoin d'entrer dans la publicité originaire. C'est quand l'événement se produit qu'on effectuera les publications et le délai courra non du jour du décès, mais du jour de l'acte fixant la commandite. L'inconvénient de ce système est de laisser la situation de la société dans l'incertitude entre le jour du décès et la fixation de la commandite. On propose pour y remédier, qu'un chiffre provisoire de la commandite soit fixé, puis entre les associés, l'acte fixant le chiffre définitif rétroagira au jour du décès.

La jurisprudence décide que, si la transformation ne se produit pas par décès, un associé en nom devenant seulement commanditaire, la publicité de l'acte originaire prévoyant le cas ne peut suppléer à la publication de l'acte modificatif (Trib. de Com. de Lyon 12 octobre 1925 - J. S. 1927 - 170).

Le cas de fusion d'une société dans une autre, peut se réaliser de différentes manières. Soit que la société apporte son actif à une autre, et se dissolve; alors on publiera la dissolution de la première société et l'augmentation de capital qui résulte de l'opération pour la seconde; soit que la société en dissolution apporte son actif à une société qui se constitue; il y aura publication d'une dissolution d'une part, d'une constitution d'autre part; soit encore qu'une société nouvelle absorbe plusieurs sociétés existantes, on publiera la constitution de la société nouvelle et autant de dissolutions qu'il y a de sociétés absorbées.

Il se peut aussi qu'une société achète toutes les actions d'une autre. Un acte notarié porté à la connaissance des tiers constatera l'opération.

La dissolution d'une société par l'arrivée du terme ne donne lieu à aucune publicité, elle est connue des intéressés. Il n'en serait autrement que si la société était occulte.

L'article 61 prescrit de publier la dissolution survenue avant terme, mais seulement, c'est l'opinion générale en jurisprudence, si cette dissolution nécessite un acte de volonté de la part des associés. Ainsi, seront dispensés de toute formalité, les cas de dissolution par mort d'un associé, liquidation judiciaire, faillite, etc.... ou si l'éventualité était prévue par les statuts.

On trouve notamment, dans les arrêts, que la dissolution judiciaire porte avec elle sa publicité (Rouen, 7 août 1880).

Mais cette opinion est controversée en doctrine et pas universellement admise en jurisprudence. On prétend souvent que seuls les cas expressément prévus aux statuts, dispensent de rien publier.

La dissolution d'une société par actions, par la réunion dans la même main de toutes les actions doit être publiée ; c'est une dissolution volontaire.

De même, en ce qui concerne la dissolution à la suite de la cession de tout ou partie de l'actif social.

En cas de perte des trois-quarts du capital d'une société anonyme, la loi exige la publication de la délibération obligatoire de l'assemblée générale quelle que soit la décision prise, que l'assemblée vote la continuation ou la dissolution.

Dans les autres formes de société, on discute sur le point de savoir si la dissolution survenue par la perte du fonds social demande à être publiée. C'est une dissolution non volontaire, dit-on, à quoi certains auteurs répliquent que les associés auraient pu reconstituer le fonds. Il nous semble, que l'on peut rapprocher le cas de la solution légale pour perte des

trois-quarts du capital d'une société anonyme et qu'il est préférable de faire connaître une telle dissolution.

Pas de publicité, semble-t-il, en cas de consommation de l'objet, les travaux sont terminés, c'est un terme normal.

La dissolution par la survenance de la condition résolutoire dont la société est affectée, est aussi une fin normale prévue aux statuts, donc pas de publicité, à moins que la condition soit potestative.

La loi ajoute que l'on doit faire connaître le *mode de liquidation* ; c'est-à-dire le nom du liquidateur et ses pouvoirs. Si le liquidateur vient à changer, il faudra en avertir les tiers.

On admet que l'omission du nom du liquidateur ne rend pas nulle la dissolution elle-même, mais en conséquence les tiers sont fondés à croire que tous les associés ont pouvoir pour liquider la société.

Dans tous les cas où la dissolution doit être portée à la connaissance des tiers, ceux-ci ne sont fondés à le savoir que du jour où la publicité est faite ; ce n'est pas elle qui réalise la dissolution. Si on accorde un délai d'un mois pour publier, comme pour toute modification, c'est reconnaître à la publicité un effet rétroactif. Cette rétroactivité peut avoir ici particulièrement de gros inconvénients, les tiers ont pu traiter dans l'intervalle avec la société, la considérant comme existante.

Aussi, des auteurs proposent-ils de supprimer dans ce cas le délai. On fait aussi des distinctions : si la publicité n'est faite que passé le délai, dit-on, elle ne produira effet que pour l'avenir ; si elle a été faite dans le mois, on recherchera si les tiers ont connu en fait la dissolution ; il n'y aura rétroactivité qu'à l'égard de ceux qui l'ont connue.

D'après un arrêt (Douai, 13 juin 1893 - J. S. 1893 -509), la publication fixerait la date de la dissolution vis-à-vis des tiers,

il y aurait rétroactivité seulement entre les associés. Mais, en général, la jurisprudence distingue entre les tiers de bonne et de mauvaise foi (Trib. de Com. de Marseille, 16 mars 1887 - R. S. 1888 - 203 - et 18 juin 1888 - R. S. 1889 - 143).

Cette dernière solution n'est guère en conformité avec l'esprit de la loi de 67, et l'interprétation universellement admise que tout ce qui est publié est censé connu des tiers, et que les tiers sont censés ignorer ce qui n'est pas légalement publié. Il eut été préférable d'adopter une solution uniforme.

QUI DOIT EFFECTUER LA PUBLICATION ? QUE DOIT-ON PUBLIER (FORME) ?

Il faut déposer une expédition ou un original de l'acte constatant la modification, ou une copie certifiée conforme de la délibération de l'assemblée modificative. Si la délibération a porté sur d'autres résolutions, s'il s'agissait d'une assemblée ordinaire et extraordinaire à la fois, il suffit de comprendre littéralement la partie du procès-verbal relatant la convocation et la tenue de l'assemblée générale extraordinaire, et le texte des résolutions devant être portées à la connaissance des tiers .

Les tribunaux se contentent du dépôt des textes des statuts modifiés. L'article 55 auquel renvoie l'article 61 ne parle que du dépôt des statuts ; il n'est pas question de délibération, sauf en ce qui concerne les apports en nature. Cependant l'article 61, lui, parle de « délibérations ». En tout cas, il n'y a pas besoin de déposer les feuilles de présence. (Orléans, 9 janvier 1901 - D. 1903 - 2 - 201).

Des auteurs vont encore plus loin dans le sens de l'importance de la publicité et sont d'avis que si la modification

n'a été votée qu'à une deuxième ou une troisième assemblée, il faut déposer et relater dans l'insertion, les procès-verbaux des assemblées qui n'ont pas réuni le quorum exigé par la loi. Cette publicité est utile non pour éclairer les tiers, mais les actionnaires.

Si la modification a été votée par une assemblée générale, puis soumise à la ratification d'une ou plusieurs assemblées spéciales, il faudrait déposer une copie certifiée du procès-verbal de ces assemblées.

Les formalités sont effectuées par les gérants ou administrateurs en fonction à l'époque de la modification, mais dans les cas de dissolution, ce sera plutôt le liquidateur.

Le journal où paraît l'insertion doit être enregistré dans les trois mois comme il est dit à l'art. 56.

Les dispositions légales relatives à la publicité des modifications aux statuts sont considérablement modifiées par le Décret du 30 Octobre 1935.

II

Inscription des modifications sur le Registre du Commerce

La loi de 1919 dans son article 7 ordonne l'inscription de toutes les modifications touchant aux mentions dont son article 6 prescrit l'inscription.

Si on a porté au Registre des clauses non contenues dans l'énumération légale, une clause restrictive des pouvoirs des gérants, par exemple, il faudra requérir aussi l'inscription des modifications apportées à ces clauses.

Il faudra déclarer tous les changements survenus dans le personnel social : gérants, administrateurs, membres du conseil de surveillance, au cours de la société, tous les brevets, toutes les marques au fur et à mesure qu'ils sont acquis.

D'autre part, un certain nombre de jugements doivent être inscrits sur le Registre, non pas à la requête de la société, mais à celle du greffier du tribunal qui a rendu le jugement. Ce sont : les jugements de faillite ou de liquidation judiciaire, la liquidation judiciaire ou le jugement prononçant la nullité de la société.

Enfin le greffier inscrit d'office la constitution, le renouvellement ou la radiation des nantissements.

Le greffier ne communique pas aux tiers les jugements de faillite ou de liquidation judiciaire quand il y a eu réhabilitation, ni les nantissements après main-levée.

L'inscription des modifications doit être requise par les gérants ou administrateurs en fonction au moment où elle doit être faite (art. 7). Pour la dissolution, ce devrait être le liquidateur, mais l'art. 15 reprend la formule de l'art. 7.

RADIATION.

Elle s'opère comme l'inscription, par déclaration sur une formule imprimée. La loi prévoit que, faute d'être requise, elle est opérée d'office par décision du juge préposé à la surveillance du Registre ; mais elle a négligé de prévoir un délai et il est bien difficile au juge ou au greffier, de se tenir au courant de la disparition de toutes les maisons de commerce de leur ressort.

La loi fixe l'époque de la radiation au moment de la dissolution de la société. Cela paraît en contradiction avec la théorie de la survie de la personne morale pendant la liquidation. Mais la disposition est formelle, et prévoit bien que ce seront les gérants ou administrateurs qui requerront la radiation.

CHAPITRE III

CAS DES SOCIÉTÉS A SUCCURSALES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES AYANT DES SUCCURSALES EN FRANCE

DÉFINITION DE LA SUCCURSALE.

Selon les lois de 1867, 1925, 1919, la société doit publier ses succursales dans l'arrondissement où chacune est établie.

Les lois de 1919 et 1925 emploient le terme de « Succursales », mais la loi de 67 dit « maisons de commerce ». Cependant, ces mots semblent devoir être entendus dans le même sens.

Il faut distinguer la succursale ou maison de commerce, au sens de la loi d'autres institutions avec lesquelles on peut la confondre.

La filiale se distingue de la succursale en ce qu'elle se présente sous les apparences d'un établissement indépendant. Elle a un nom distinct, un personnel d'associés qui peut être propre en partie, le capital est constitué d'une manière différente; enfin, elle a un acte constitutif propre, et en conséquence, elle n'a pas besoin d'être publiée au siège social, et les statuts de la maison mère ne seront pas publiés au lieu de la filiale. La filiale est en fait, entre les mains de la maison mère, mais elle dissimule plus ou moins son origine, et d'où lui vien-

nent ses capitaux, alors que la succursale est un simple organe du siège social et apparaît telle.

Un arrêt de la Cour de Rennes (26 juillet 1926 - J. S. 1929 - 480), juge même que le fait qu'une société soit la filiale d'une société étrangère ne l'empêche pas d'être société française car, dit la cour, « à la différence d'une simple succursale, la filiale a une existence propre et peut contracter des engagements personnels ».

Les trusts, cartels, comptoirs, omniums... se caractérisent par la constitution d'une société au-dessus d'une série d'entreprises et ayant pour but de diriger la production ou la vente de chacune de ces entreprises.

Si les anciennes entreprises perdent complètement leur autonomie, elles deviennent de simples succursales dont les dirigeants deviennent les mandataires de la société nouvelle. Alors on fera la publicité telle que la prévoit la loi, on sera en présence du cas où plusieurs sociétés sont absorbées par une autre. Il faudra publier les dissolutions des sociétés anciennes, puis les publier en qualité de succursales de la société nouvelle.

En général, la société nouvelle n'exerce qu'une branche de l'activité sociale, la vente le plus souvent, alors il y a seulement à faire connaître sa constitution.

La loi n'a donné aucune définition de la succursale, ce sont la doctrine et la jurisprudence qui l'ont élaborée.

La succursale est un établissement permanent dépendant de la société et où celle-ci a placé des agents ayant le pouvoir de traiter directement avec les tiers pour l'ensemble des opérations statutaires. Le caractère de permanence est indispensable pour caractériser la succursale; il ne suffit pas que la

société soit mise accidentellement en relations avec les tiers dans telle localité.

Le second caractère que doit présenter la succursale, est la présence d'un représentant ayant un pouvoir personnel suffisant pour pouvoir entrer personnellement en rapport avec les tiers ; il doit jouir d'une certaine autonomie vis à vis du siège social. Il doit pouvoir prendre lui-même certaines décisions et ses actes engagent la société. Il représente la maison mère dans une certaine région.

Le directeur de la succursale embauche des employés, les paie, dresse une comptabilité spéciale à l'établissement.

La succursale doit s'annoncer par une plaque ou une enseigne portant la raison sociale ou la dénomination de la société, affirmer son origine.

Enfin, troisième caractère distinctif, il faut qu'on soit en présence d'une maison de commerce, c'est à dire qu'on y traite avec les tiers ; pas besoin de publications aux lieux où la société a des chantiers, usines, dépôts.

Dans le cas des sociétés d'assurances ou des banques ayant des agences dans toutes les villes, on ne dit pas qu'il y a partout succursale s'il n'y a qu'un agent, simple intermédiaire entre la société et les clients : aucune publicité n'est requise. Pour qu'il y ait succursale, il faut un établissement doté d'une certaine indépendance.

Pour qu'il y ait lieu à publicité, il faut que l'établissement secondaire soit situé dans un autre arrondissement que le siège social, autrement dit, une autre circonscription judiciaire. S'il se trouve dans le même ressort de tribunal de commerce, mais dans un autre ressort de justice de paix, il faudra faire les dépôts à ce dernier tribunal. Dans les villes

divisées en arrondissements, la succursale située dans un autre arrondissement que le siège ne fait l'objet d'aucun dépôt.

La société française qui a des succursales à l'étranger n'est obligée à aucune publicité selon la loi française pour ces établissements ; c'est la loi étrangère qui s'applique. Dans les pays de protectorat, des lois françaises peuvent être mises en vigueur sous certaines conditions ; il faudra savoir si la loi de 67 s'applique dans tel protectorat où une société française a des succursales.

LA PUBLICITÉ AUX SUCCURSALES SELON LES LOIS DE 1867 ET 1925.

Il faut faire au lieu de chaque succursale une publication complète, le double dépôt et l'insertion au journal d'annonces (art. 59 loi de 67, 15 loi de 1925).

La loi prescrit la publicité au lieu des succursales, mais dans l'extrait publié au siège social, elle n'oblige pas à faire figurer les adresses de ces succursales.

La création d'une succursale au cours de l'existence de la société constitue-t-elle une modification aux statuts ?

Les fondateurs ont pu prévoir la création de succursales dans l'avenir, alors, le plus souvent, ils inscrivent dans les statuts que le gérant ou le conseil d'administration pourront procéder à cette création, avec ou sans l'avis conforme de l'assemblée générale ordinaire. Dans ce cas, on ne trouve aucune procédure de modification des statuts.

Des auteurs font rentrer d'une manière générale la création de succursales dans les actes de gestion faisant partie des attributions de l'assemblée.

Seulement, si les statuts ont prévu un certain nombre

de succursales, il faut les modifier pour augmenter ou diminuer ce nombre.

Pour les sociétés que leur genre d'opérations oblige à posséder de nombreux établissements, la publicité devient une lourde charge et l'on comprend que des auteurs et des tribunaux essaient de l'alléger. Cependant, il est peu logique d'admettre qu'une succursale créée au début de la société doive être publiée alors qu'une autre fondée quelque temps après n'ait plus besoin de l'être. Puis les tiers pourront déclarer ignorer la succursale occulte.

Donc, dans tous les cas, on fera une publication au siège de l'établissement secondaire ; mais au siège social, on publiera seulement la modification des statuts, s'il y a lieu.

La publicité devra être faite dans le mois. Elle comprendra le dépôt des statuts et pièces constitutives avec toutes les modifications et l'acte ou la délibération créant la succursale. Un extrait de toutes ces pièces sera publié dans un journal paraissant dans l'arrondissement.

Les modifications aux statuts doivent être publiés dans les succursales comme au siège de la société. Si la création d'une succursale oblige à modifier les statuts l'acte ou la délibération qui la crée devra être publié au lieu des autres succursales préalablement établies.

INSCRIPTION DES SUCCURSALES AU REGISTRE DU COMMERCE.

La définition de la succursale donnée plus haut est insuffisante en ce qui concerne l'inscription au Registre du Commerce. D'abord, la loi de 1919 parle « d'agences et succursales », puis les instructions ministérielles prises en exécution de la loi, enjoignent au juge chargé de la surveillance du

Registre de requérir l'inscription chaque fois qu'il vient à sa connaissance qu'un commerçant, un directeur ou un gérant d'un établissement quelconque existe dans son ressort. Il n'a pas à rechercher l'importance de l'établissement. Certains tribunaux et l'administration entendent ces instructions d'une manière très large ; le Registre du Commerce doit constituer l'état-civil des établissements commerciaux, dit-on, tout établissement aussi rudimentaire soit-il doit y figurer. Ce répertoire présentera d'autant plus d'intérêt que les immatriculations comprendront tous les éléments d'information susceptibles de caractériser l'établissement et d'éclairer les tiers.

Le tribunal de Compiègne a ordonné l'immatriculation de simples chantiers, comportant, il est vrai, un bureau où un directeur traitait avec les tiers pour les besoins du chantier, mais n'ayant aucune autonomie et pas de comptabilité propre (Trib. de Com. de Compiègne 7 octobre 1921 ; Gaz. du Pal. 1921 - 2 - 543).

L'administration semble même admettre qu'il faut immatriculer une simple usine sans rapports avec les tiers ; c'est excessif.

Une circulaire de 1922 est plus équitable ; les usines, ateliers, fabriques devront seulement être mentionnés dans l'immatriculation de la société dont ils dépendent.

D'ailleurs la plupart des tribunaux ont réagi contre la trop grande sévérité montrée au début de l'application de la loi ; ils adoptent à peu près la même définition que pour la loi de 67, sauf que la permanence de l'établissement n'est pas nécessaire, il suffit d'une assez longue durée.

En ce qui concerne les gares de chemins de fer, l'administration considère qu'il faut inscrire au moins les plus importantes, où la compagnie fait élection de domicile. Mais

la Cour de Bourges (7 novembre 1923 - J. S. 1924 - 280) a montré que n'est pas une succursale, un établissement qui est un rouage de l'entreprise centrale, étroitement lié à elle, indispensable à son fonctionnement. Ce raisonnement est vrai sans doute pour les gares, mais il rend encore plus incertaine la notion de succursale. Où commence et où finit le « rouage indispensable » ?

Pour les banques et assurances, l'administration estime que l'on est en présence d'une agence lorsque l'agent ne s'occupe que d'une compagnie, dans le cas contraire, c'est l'agent qui doit se faire immatriculer individuellement. . .

Le délai pour procéder à l'inscription est d'un mois; il part du jour où la création de la succursale est décidée, non du jour où elle est créée matériellement.

L'article 6 ordonne la mention de l'adresse de la succursale sur le registre du siège social. L'article 11 prévoit l'immatriculation de la société au siège de la succursale. Il fait un pas dans la voie de la simplification des formalités en prescrivant simplement l'inscription de la raison sociale ou de la dénomination de la société et la référence au Registre du siège social. Il manque cependant l'adresse de la maison mère et l'objet de la société, mentions qu'il serait bon d'ajouter.

Les formalités de publicité sont maintenant considérablement simplifiées en ce qui concerne les succursales.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES AYANT DES SUCCURSALES EN FRANCE.

La loi de 67 ne s'est pas occupée des sociétés étrangères; aucune publicité n'était requise de leur part avant la loi de 1919. La jurisprudence leur accordait libre fonctionnement dans le silence du législateur.

Le projet de loi de 1903 soumettait les sociétés étrangères aux mêmes formalités que les sociétés françaises.

La loi de 1907 sur la publicité des émissions de titres, s'applique aux sociétés étrangères comme aux sociétés françaises. Sauf cette disposition, une prime était accordée aux entreprises étrangères sur les maisons françaises par la carence de la loi .

Il a fallu la guerre pour qu'on se hâtât de remédier à cette situation dans une certaine mesure.

L'inscription des succursales d'une société étrangère au Registre du Commerce doit comprendre, selon l'article 9 de la loi de 1919, les mêmes mentions que l'inscription d'une société française.

Le déclarant doit décliner son identité et, particulièrement, faire connaître sa nationalité.

La publicité complète n'a lieu qu'au principal établissement en France ; ailleurs, la publicité restreinte suffit.

Comment reconnaître que la société étrangère est bien une société de commerce ? On prendra pour criterium, le fait qu'elle exerce une activité qualifiée de commerciale par la loi française en raison de sa forme. C'est seulement aux formes françaises que la loi attache un caractère de commercialité.

Les greffiers peuvent requérir l'inscription. Ils l'opèrent eux-mêmes si un jugement annule la société ou prononce sa faillite, lorsque ces jugements sont prononcés et rendus exécutoires par des tribunaux français.

CHAPITRE IV

LES SANCTIONS

Les différentes formalités de publicité ne sont pas sanctionnées d'une manière uniforme. La loi de 1867 et, comme elle, la loi de 1925, prononce la nullité de la société pour défaut de publicité. Cette sanction a soulevé et soulève toujours des controverses à propos de son interprétation, des difficultés dans son application, des critiques.

La loi de 1919 sanctionne l'inscription au Registre du Commerce par une amende pénale.

Dans tous les cas, il y a en outre, une responsabilité encourue par les personnes chargées d'effectuer les formalités de publicité.

I

Sanctions des Règles de Publicité édictées par les Lois de 1867 et de 1925

La loi de 1867 édicte la nullité de la société par défaut de publicité dans son article 56, alinea 3; la loi de 1925 reproduit la sanction dans son article 13, alinéa 3. Les articles 61 et 17 de ces deux lois renvoient aux articles 56 et 13 pour les pénalités, en matière de modifications aux statuts; mais, bien entendu, la sanction ne vise que la modification.

CARACTÈRES DE LA NULLITÉ.

Ils ont été élaborés par la doctrine et la jurisprudence.

Généralement on dit que la nullité de la société pour défaut de publicité est d'ordre public. Elle est d'ordre public parce qu'elle est fondée sur un motif d'intérêt général. La place occupée dans l'activité nationale par les sociétés de commerce est assez importante pour que leur fonctionnement régulier importe à l'ordre social. Ce serait donc une nullité absolue.

Cependant, la loi n'en a pas fait une véritable nullité absolue; aussi les auteurs lui ont-ils donné les noms de *sui generis*, de mixte, parce qu'elle ne rentrait pas exactement dans les cadres des nullités absolues ou relatives; en effet, l'article 56, dernier alinéa, dispose que la nullité ne sera jamais opposable par les associés aux tiers.

Ce n'est pas non plus rigoureusement une nullité absolue puisqu'elle n'agit pas indifféremment à toute époque de la société; la publicité n'est pas indispensable au fonctionnement de la société. Pendant le délai d'un mois accordé par la loi pour effectuer les formalités, la société a pu entrer librement en rapport avec les tiers sans encourir la moindre sanction; c'est seulement passé le délai qu'elle devient irrégulière si elle n'a pas été publiée.

Mais c'est une nullité absolue par plusieurs autres caractères.

Elle ne peut être couverte par le fait que les tiers auraient eu connaissance de la société, connaîtraient les statuts ou la clause non publiée. Il y a une présomption absolue d'ignorance des actes non publiés.

Un associé ne peut être contraint à exécuter l'acte d'une société nulle pour défaut de publicité. Il ne peut être passible de dommages-intérêts pour avoir refusé de remplir ses obligations (Cass. 28 Décembre 1910 - J. S. 1911 - 358). Si la demande en dommages-intérêts a été formée avant l'expiration

du délai, elle n'est cependant pas recevable si les formalités n'ont pas encore été accomplies au moment où le tribunal est appelé à se prononcer (Nîmes, 22 mai 1920 - S. 1922 - 26 - 14).

La clause pénale insérée dans les statuts à l'encontre de l'associé qui n'exécute pas le pacte social, ne peut fonctionner si la société est nulle pour publicité irrégulière.

La nullité est absolue parce qu'elle n'est *pas susceptible de confirmation expresse ou tacite, ni de renonciation*.

Une clause des statuts ne peut stipuler que les associés renoncent à invoquer leur droit de demander la nullité pour défaut de publicité. Une telle clause est non avenue.

La clause par laquelle les actions touchant à l'intérêt général de la société ne pourront être intentées qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale ne s'applique pas à l'action en nullité (elle peut toujours être intentée par un seul actionnaire agissant en son nom, Trib. de Com. de la Seine, J. S. 1915 - 207).

Les tiers, non plus, ne peuvent pas renoncer à la nullité.

Cependant, la jurisprudence admet certaines atténuations en s'inspirant des circonstances et une partie de la doctrine reconnaît la validité de la renonciation, quand elle se produit après la naissance de l'action (Cass. 1^{er} mars 1882 - D - 1883 - 1 - 130).

Enfin, *l'action en nullité est imprescriptible*. C'est le caractère le plus discuté. L'imprescriptibilité a en effet de gros inconvénients, il est fâcheux qu'on puisse faire annuler une société trente ou quarante ans après sa constitution; au bout d'un certain laps de temps, dit-on, son existence a dû se manifester suffisamment par les faits; la loi aurait dû fixer une courte prescription.

Mais le législateur ne l'a pas fait, et des auteurs ont es-

sayé de faire admettre une prescription de droit commun, ne s'entendant pas d'ailleurs sur son choix.

Certains se sont référés à l'article 1304 du Code Civil et ont admis la prescription de dix ans; mais l'article 1304 s'applique en matière de nullités relatives, aussi un plus grand nombre d'auteurs ont-ils opté pour la prescription trentenaire qui s'applique chaque fois qu'il n'y a pas de prescription plus courte.

La majorité de la doctrine n'a pas accepté ces tempéraments, l'action dérivant d'une loi impérative, l'ordre public ne peut qu'être imprescriptible. Il n'est pas admissible qu'une société devienne licite par cela seul qu'elle a fonctionné pendant un certain temps, les inconvénients du défaut de publicité n'ont pas disparu pour cette raison; le temps ne peut rendre régulier ce qui ne l'était pas à l'origine. Seul le législateur a le pouvoir de mettre un terme à l'exercice de l'action.

Le législateur est intervenu justement par la loi du 1^{er} août 1893, en matière de nullité pour vice constitutif de la société par actions. Il est intervenu pour faire cesser les abus, les chantages exercés contre les sociétés dont la constitution était entachée d'une irrégularité. Des individus faisaient métier de se renseigner sur les statuts de sociétés et quand ceux-ci révélaient une irrégularité, ils achetaient une action ou une créance leur donnant une arme contre la société.

La loi de 1893 a établi une prescription à l'égard de l'action en nullité pour vice constitutif, et la possibilité de réparer l'irrégularité. Mais là s'est bornée son intervention, elle n'a pas étendu la mesure aux formalités de publicité.

Beaucoup d'auteurs désirent que la loi de 1893 soit appliquée à la publicité, disant que les termes de la loi sont extrêmement généraux, qu'on ne trouve aucune référence ex-

presse à certains articles ou à certaines infractions. Puis, les actes constitutifs d'une société consistent en une série de mesures qui commencent à la déclaration de souscription et se terminent par la publication. Les articles 35 et suivants sont dans le champ de l'article 8 de la loi du 24 juillet 1867 (modifié par la loi de 1893) et non au-delà. De plus, il est illogique de voir qu'une société atteinte d'un vice originaire profond puisse acquérir une sorte d'impunité et de reconnaître que cette impunité ne peut être obtenue pour la société intrinsèquement régulière et entachée seulement de l'inobservation d'une formalité étrangère au consentement des parties.

A ce dernier argument on peut répondre que, justement, la publicité a au moins autant d'importance vis à vis des tiers que l'observation des formalités constitutives. Elle est la manifestation extérieure de la société tandis que les formalités de constitution sont plutôt d'ordre interne. La constitution régulière de la société importe peut-être davantage aux actionnaires que sa publicité, mais la publicité n'est pas établie seulement pour renseigner les actionnaires, mais aussi toutes les personnes qui sont en rapport avec la société pour un motif quelconque.

Quelque soit la louable intention de ceux qui soutiennent l'opinion précédente, on est obligé de reconnaître que le législateur n'a pas manifesté l'intention d'étendre la réforme à la publicité. La loi du 1^{er} août 1893 votée dans un but d'utilité pratique doit être interprétée restrictivement. Si l'on s'en rapporte à l'exposé du rapporteur de la loi, à la Chambre des Députés, on voit qu'il considérait la nullité pour défaut de publicité comme moins rigoureuse par suite de l'effet, même restreint, accordé par la jurisprudence à la publicité effectuée

tardivement; ce qui montre bien son intention de s'occuper seulement des formalités de constitution.

Enfin, l'article 8 ne s'applique qu'aux sociétés par actions, tandis que les articles 55 et suivants sont relatifs à toutes les sociétés. Il serait alors singulier d'appliquer l'article 8 à la publicité des sociétés par actions, elles auraient un régime différent des autres.

La jurisprudence a toujours refusé d'étendre l'application de l'article 8 à la publicité. Des arrêts font quelquefois allusion à la loi du 1^{er} août 1893, mais ils n'en font pas une application exacte; ils se bornent à s'appuyer sur ce texte pour donner effet à la publicité tardive (Trib. de Com de la Seine, 13 février 1907 - J. S. 1907 - 459). Cette pratique n'a pas besoin d'une telle justification, d'ailleurs il n'y a rien de commun entre une prescription légale qui opère *erga omnes* et la théorie de l'efficacité de la publicité tardive, qui n'a qu'un effet relatif et agit d'une manière beaucoup plus limitée.

La jurisprudence a atténué les rigueurs de l'imprescriptibilité de l'action en nullité, en faisant une nouvelle entorse à son caractère de nullité absolue. Elle accorde un *effet à la publicité effectuée après le délai légal d'un mois*.

Cette pratique s'est établie et développée successivement. Tout de suite après l'entrée en application de la loi de 1867, les tribunaux n'accordaient aucun effet à la publicité faite tardivement. Cette solution était très rigoureuse, pour quelques jours de retard, une société se trouvait dans la même situation que si elle n'avait fait aucune publicité. C'était une source d'abus et de chantage, tout comme dans le cas des formalités constitutives.

Ensuite, tout à l'opposé, des arrêts ont admis sans restriction la validité de la publicité tardive. On justifiait cette

solution en disant que la loi avait voulu prévoir plutôt le défaut de publicité que la tardivité. La nullité frappe la formalité et non le délai.

Malgré tout, la réparation du vice ne peut être efficace que si aucune action n'a été encore intentée.

Mais l'opinion à laquelle on s'est définitivement arrêté fait des distinctions.

Les tiers pourront toujours intenter l'action, même après la régularisation, si leur droit est né antérieurement ; ils ont un droit acquis.

On dénie parfois aux associés le droit de demander la nullité dans n'importe quel cas, à partir du moment où la publicité est régulière ; la nullité est surtout d'ordre public à l'égard des tiers, elle n'a pas la même importance vis à vis des associés.

Ce n'est pas la solution généralement admise, la jurisprudence leur accorde le droit de demander la nullité quand il existe des créanciers antérieurs à la publicité ; leur présence laissant planer une menace sur la société.

En résumé, la publicité faite dans le délai rétroagit, passé le délai, elle n'a d'effet que pour l'avenir (Cass. 20 décembre 1882 - S. 1883 - 1 - 198).

CAUSES DE LA NULLITÉ.

Plusieurs cas se présentent dans lesquels la société est annulable : il peut y avoir défaut complet de publicité, ou dépôt à un seul greffe seulement, ou pas de dépôt des pièces annexes ; il peut y avoir défaut d'insertion dans un journal, l'extrait peut être incomplet ou présenter des erreurs ; ou bien, un exemplaire du journal n'a pas été enregistré dans le

délai de trois mois ; ou il n'a pas été fait de publicité, ou seulement une publicité incomplète dans les succursales.

Cependant la jurisprudence admet quelques tempéraments à toutes ces causes de nullité.

Par exemple, si la liste nominative des souscripteurs est incomplète ou irrégulière, la société n'est pas absolument nulle pour cela. Un arrêt de la Cour de Cassation (13 fév. 1894 - S. 1894 - 1 - 121) déclare que la nullité n'est pas absolue en ce qui concerne les indications que doit contenir la liste des souscripteurs ; il appartient au juge de rechercher si l'omission de quelqu'une de ces indications a pu induire le public en erreur sur la personnalité des souscripteurs primitifs. S'il est constaté que l'erreur ou l'omission n'a pas été faite dans un esprit de fraude et qu'aucun doute n'est possible sur l'identité des souscripteurs, la publicité sera malgré tout régulière.

Quant aux irrégularités dans l'insertion au journal d'annonces, il y a controverse au sujet de la sanction à leur appliquer.

Une partie de la doctrine n'admet pas que la nullité de la société soit encourue pour oubli ou erreur dans l'une des mentions de l'extrait. L'article 56 alinéa 3 est ainsi rédigé : « les formalités prescrites par l'article précédent et le présent article... ». On en conclut que l'absence totale de publication entraîne la nullité ; l'énumération des clauses à publier vient après la prescription de la sanction, elle y échappe ; il y aura seulement inopposabilité aux tiers des mentions non publiées. Toutefois, si les omissions étaient tellement nombreuses que la publicité ne serait plus qu'apparente, il y aurait possibilité de faire prononcer la nullité.

Pourtant, et c'est notre avis, quoi que cela puisse avoir de fâcheux, il faut reconnaître qu'il y a connexité entre les

articles 56, 57 et 58. Toute infraction à l'un quelconque de ces trois articles doit permettre de faire prononcer la nullité. C'est seulement pour les clauses dont on exige la publication parce qu'elles intéressent les tiers et ne figurant pas dans l'énumération légale, que la sanction sera l'inopposabilité aux tiers; les nullités sont de droit étroit, on ne peut étendre leur champ d'application hors des prescriptions légales.

Dans une opinion plus moderne, on prétend distinguer entre les clauses essentielles sans la publication desquelles les tiers ne peuvent identifier sûrement la société, et les autres, moins essentielles. La nullité de la société serait seulement encourue pour l'omission des premières, pour les autres on ne pourrait faire prononcer que la nullité de la clause seule. Cette solution ne nous apparaît pas bien pratique, la distinction entre une clause plus ou moins essentielle ne paraissant pas pouvoir être déterminée très nettement.

La jurisprudence n'est pas bien nette. Il apparaît cependant qu'elle semble admettre l'inopposabilité aux tiers pour les clauses non mentionnées dans la loi, et pour les autres, si elle prononce une sanction, c'est la nullité de la société elle-même et non la nullité de la clause seulement.

L'article 59 qui exige la publicité aux succursales renvoie-t-il aux articles 55 et 56 pour la sanction comme pour les formalités ?

Cela est bien sévère. Il semble excessif d'annuler la société toute entière pour une omission d'effet purement local. Les dispositions qui prononcent la nullité, comme les dispositions pénales doivent être l'objet d'une interprétation limitative. L'ancien Code de Commerce prévoyait la sanction, mais il le disait formellement; la loi a spécifié que l'article 61, en ce qui concerne les modifications aux statuts, renvoyait

aux articles 55 et 56 pour les pénalités comme pour les formalités; rien de tel dans l'article 59. Mais alors, quelle sanction adopter ? La loi aurait dû prévoir : la nullité de la succursale seule.

La jurisprudence a toujours maintenu la sanction de la nullité de la société toute entière (Cass. 21 novembre 1916 - S. 1916 - 1 - 145 - Besançon 16 octobre 1928 - S. 1929 - 2 - 126).

En ce qui concerne les modifications aux statuts, la sanction est bien la nullité, sans discussion possible, mais pas la nullité de la société, régulière à l'origine, seulement la nullité de la modification. Il n'y aura plus qu'à recommencer la procédure de modification si la nullité est prononcée ou si l'on veut régulariser avant toute demande en nullité.

Quand il s'agit d'une continuation de la société au delà du terme, la nullité, prononcée pour non publicité de la prolongation aura pour effet d'entraîner la dissolution de la société.

La jurisprudence accorde effet à la publicité tardive de la même manière que pour la publicité originaire.

QUI PEUT DEMANDER LA NULLITÉ ?

Ce sont d'abord les associés eux-mêmes; ils peuvent s'opposer la nullité entre eux en toutes circonstances; la loi n'apporte aucune restriction à leur droit; c'est seulement contre les tiers qu'ils ne peuvent l'invoquer.

Les tiers, ce sont toutes les personnes ayant un intérêt pécuniaire, juridique et légitime à tenir la société pour non avenue. Donc, peuvent demander la nullité de la société : les créanciers sociaux, les créanciers personnels des associés agissant en leur nom propre ou par l'action oblique; ce sont

aussi les débiteurs de la société, les débiteurs personnels des associés, ce qui leur permet d'invoquer la compensation à laquelle la personne morale faisait obstacle.

Les créanciers d'un débiteur de la société, n'entrent pas dans les tiers pouvant demander la nullité ; les créances de la société ne sont pas éteintes parce qu'elle est annulée, ce sont les associés qui deviennent personnellement créanciers. Par conséquent, les créanciers du débiteur subiraient le concours des associés au lieu du concours de la société ; donc, ils n'y ont aucun intérêt. (Cour de Madagascar 27 Juillet 1910 - S. 1911 - 2 - 265). D'une manière générale, il faut pour être un tiers intéressé à demander la nullité d'une société, que la nullité change quelque chose à la situation juridique du demandeur, et enfin, que l'intérêt soit actuel.

EFFETS DE LA NULLITÉ.

Une société nulle se dissout comme une société de fait, on ne peut faire abstraction de tout le passé. La dissolution se fera sur les bases du pacte. Si la nullité est prononcée avant que la société ait commencé à fonctionner, elle annule le contrat et dispense les associés d'exécuter leurs obligations.

La nullité n'a pas les mêmes effets que la dissolution vis à vis des tiers, notamment des créanciers des associés, pour eux la société nulle sera considérée comme n'ayant jamais existé.

Les articles 8 et 42 de la loi de 1867 prévoient une responsabilité des gérants, membres du conseil de surveillance, administrateurs, fondateurs, associés apporteurs, en matière de constitution de la société, rien de semblable pour la publicité.

On applique le droit commun des articles 1382 et 1383 du Code Civil et 44 de la loi de 67 qui est très général.

Les personnes responsables sont celles qui sont chargées de la publicité : les gérants ou les administrateurs en fonction au moment où les formalités doivent être accomplies.

L'article 64 de la loi de 67 prévoit une prescription de 5 ans pour l'action en responsabilité contre les associés non liquidateurs. Cette prescription ne s'applique pas en matière de publicité.

II

Sanction de la Publicité au Registre du Commerce

L'inscription au Registre du Commerce est sanctionnée par une simple amende, prononcée contre le gérant, l'administrateur, le directeur de la société étrangère chargé de requérir l'inscription.

Aux termes de l'article 18 de la loi de 1919, l'amende est de 16 à 100 francs. Elle est prononcée par le Tribunal de Commerce à la requête du juge qui a la surveillance du Registre. L'intéressé est entendu. En même temps, le tribunal ordonne l'inscription dans un délai de quinzaine, faute de quoi, une nouvelle amende sera prononcée. La décision est susceptible d'appel. En cas de mauvaise foi, l'amende est de 100 à 2.000 francs. Elle est prononcée par le Tribunal Correctionnel qui peut ordonner aussi un emprisonnement de 1 à 6 mois avec privation pendant 5 ans au plus de certains droits civiques (art. 19). Les poursuites ont lieu à la requête du ministère public ou de la partie lésée.

La loi du 13 novembre 1933 décide qu'en cas d'omission de

la clause créant des actions à droit de vote double, la sanction sera une amende de 100 à 1.000 francs.

Ces sanctions s'appliquent pour les déclarations à faire au cours de la société comme à l'origine.

Pour les sociétés étrangères, le tribunal peut ordonner la fermeture de la succursale française jusqu'à ce que la déclaration soit faite.

De droit commun, des dommages-intérêts peuvent être prononcés au profit des tiers qui auraient subi un préjudice, que les associés soient de bonne foi ou non.

La sanction de la loi de 1919 est prescriptible ; la prescription est celle des contraventions et délits ; ce sera 1 an à partir de l'expiration du délai, 3 ans, s'il y a eu fraude.

CHAPITRE V

CRITIQUES ADRESSÉES AU SYSTEME FRANÇAIS

REGARD SUR QUELQUES LEGISLATIONS ETRANGÈRES

Le système de publicité des sociétés de commerce institué par la loi française a fait, et surtout ces dernières années, l'objet de critiques très sévères, et malheureusement, en général très fondées.

On reproche à la publicité d'être à la fois : compliquée, coûteuse et inefficace.

La publicité ne fait pas l'objet d'une loi unique, d'un tout créé d'après un plan logique et réalisant un ensemble harmonieux. Tout au contraire, elle est faite de pièces et de morceaux rajoutés les uns aux autres au fur et à mesure que des besoins trop pressants se sont fait sentir et qui se superposent, s'enchevêtrent très fâcheusement.

La base en est la loi de 1867. La publicité organisée par cette loi est en elle-même déjà très imparfaite et réunit les trois défauts déjà énoncés. C'est d'abord une publicité double à laquelle sont assujetties toutes les sociétés : publication dans un journal et dépôt des statuts, ce dépôt étant lui-même double. Puis une publicité permanente pour les sociétés par actions par affichage dans les bureaux et mention sur les actes et factures de la société.

Par la suite, d'autres lois sont venues ajouter d'autres

formes de publicité. C'est la loi de 1907 sur les placements de titres dans le public qui ne concerne donc que les sociétés par actions; la loi de 1919 sur le Registre du Commerce, loi qui s'applique à toutes les sociétés.

Il y a encore les publicités spéciales à certaines formes de sociétés, sans compter toutes les publicités du droit commun : transcriptions, enregistrement, formalités de transmission de fonds.

Toute cette masse de formalités constitue une lourde charge pour les sociétés. Elle entraîne avec elle une série de risques de sanctions aussi variées que les formes de publicités : nullité de la société, nullité de certains actes, amendes diverses...

D'autre part, le but poursuivi n'est qu'imparfaitement atteint; toutes ces formalités aboutissent à une publicité insuffisante. Le mauvais régime des journaux d'annonces rend cette publicité inefficace. La société a le choix entre tous les journaux de l'arrondissement et aucune disposition légale ne l'oblige à dire quel journal elle a choisi; elle peut en changer tout le temps.

Les personnes que leur profession oblige à se tenir au courant de la vie d'un grand nombre de sociétés voient leur tâche singulièrement compliquée de ce fait; il y a pour elles perte de temps et d'argent. Aucune amélioration de ce régime n'a pu être obtenue par suite de la résistance de la presse locale et de la pression qu'elle exerce sur les pouvoirs publics.

Le dépôt est une publicité incommode et qui n'existe pas légalement pour toutes les sociétés, il faut payer les copies délivrées par le greffier. Le Registre du Commerce a été lui aussi mal organisé; il n'est pas à la disposition des intéressés.

Il faut faire une demande pour obtenir une copie et, naturellement, payer les frais.

Enfin, ni l'inscription au Registre du Commerce, ni l'insertion au journal ne sont complètes. Elles ne comprennent pas obligatoirement un grand nombre de clauses dont la connaissance importe beaucoup cependant : clause d'intérêt fixe, restrictions aux pouvoirs des gérants en particulier.

On critique aussi les sanctions. La nullité de la société est encourue pour tant de causes diverses qu'elle paraît d'une rigueur excessive. C'est de plus, une notion extrêmement confuse. Aussi beaucoup d'auteurs proposent de la remplacer par l'inopposabilité aux tiers, qui n'a qu'un effet relatif.

L'amende pénale qui sanctionne l'inscription au Registre du Commerce est au contraire insuffisante pour assurer le respect rigoureux de la loi et l'on propose également de lui substituer l'inopposabilité aux tiers. L'unité des sanctions serait ainsi réalisée.

Quel enseignement peut-on tirer de l'étude des législations étrangères ?

On sait que l'idée du registre du commerce nous est venue du droit allemand.

Voyons quel est l'état du droit dans un certain nombre de pays voisins et si les systèmes de publicité des sociétés de commerce y sont plus parfaits que le nôtre et méritent d'être imités.

Droit Belge. — La publicité des sociétés de commerce fut soumise en Belgique au régime du Code de Commerce français jusqu'en 1873. La loi du 18 Mai 1873, plusieurs fois modifiée depuis, a établi un système fort différent du nôtre. Il y a bien un dépôt, mais il se fait au greffe d'un tribunal de commerce

quelconque ; il n'est pas besoin que ce soit celui du siège social. D'ailleurs selon la loi belge, le siège social ne figure pas dans les statuts, il n'est déterminé que lorsque la société commence ses opérations.

Le dépôt n'est pas une publicité, celle-ci repose tout entière sur la publication dans un journal.

En Belgique l'acte de société doit toujours être rédigé en la forme authentique et c'est le notaire qui est chargé d'effectuer le dépôt de l'acte ; en même temps, il dépose une copie libre de l'acte entier signée de lui, plus les frais d'insertion. Cette copie est envoyée par le greffier au journal « Le Moniteur » (journal officiel belge). Les statuts des sociétés sont publiés en annexes adressées aux greffes de tous les tribunaux belges et tout intéressé peut les consulter sans frais.

Les sanctions sont de plusieurs sortes, mais ce n'est jamais la nullité de la société. C'est d'une part, l'inopposabilité aux tiers par les associés des actes passés avant la publication. Les tiers ont l'option entre la validité de l'acte ou la poursuite de sa résiliation. D'autre part, une société non publiée ne peut ester en justice. C'est une fin de non recevoir accordée au défendeur, sans qu'il ait à justifier d'un intérêt quelconque, mais à laquelle il peut renoncer.

Enfin, la responsabilité du notaire et du greffier intermédiaires entre la société et le « Moniteur », est engagée. Cette intervention d'un officier ministériel et d'un fonctionnaire accompagnée de leur responsabilité est la disposition la plus intéressante de la loi belge ; elle est un sûr garant de la régularité des publications.

Droit Anglais. — Le droit des sociétés se trouve actuellement en Angleterre dans le Companies Act du 10 Mai 1919. Ici, pas

de publicité par la voie de la presse ; tout repose sur des dépôts très importants, très complets, entre les mains du Registrar of Companies, fonctionnaire dépendant du Board of Trade. En échange, le Registrar délivre un certificate of incorporation.

Ces dépôts sont communicables à tout intéressé et on peut en obtenir copie moyennant une légère taxe. Le Registrar a un pouvoir de contrôle sur les actes qui lui sont remis. Les tiers sont assurés de la régularité des actes qu'ils ont sous les yeux, sauf la possibilité d'une fraude.

La loi anglaise distingue au point de vue de la publicité les Private Companies, qui ne font pas de souscription dans le public, et les Publics Companies. Les Private Companies, comme les Publics Companies déposent deux actes : d'abord le Memorandum of Association, acte qui intervient entre les fondateurs, signé d'eux et qui contient l'ébauche de la société ; puis les Articles of Association, ce sont les statuts. A ce sujet, signalons que la loi anglaise prévoit des statuts types qui s'appliquent automatiquement en cas de silence des rédacteurs sur un point.

Si les gérants ou administrateurs sont nommés dans les statuts, il faut ajouter au dépôt leur acceptation avec la preuve qu'ils remplissent les conditions exigées d'eux dans ces statuts.

Quand il s'agit d'une Public Company, le dépôt se grossit du Prospectus, contenant des renseignements complémentaires à l'adresse des souscripteurs des titres de la nouvelle société et plus tard du Statutory Report adressé par les administrateurs aux actionnaires avant la réunion de la première assemblée générale.

Le Companies Act organise encore la publicité, par le même système, des changements d'administrateurs, des mo-

difications aux statuts; la publicité des assemblées générales et celle de la dissolution dont est chargé le liquidateur lui-même.

La publicité des sociétés de commerce, telle que la comprend le législateur anglais est donc très complète et offre beaucoup de garanties. Mais dans cette étude superficielle, elle nous apparaît comme devant être une assez lourde charge pour les sociétés étant donné son importance même. De plus, elle est assez restreinte en somme, puisqu'elle se réduit à un dépôt en un lieu unique. Les tiers devront se déplacer pour obtenir les renseignements désirés et même se déranger fréquemment pour se tenir au courant des fondations de sociétés ou des modifications apportées dans les statuts puisqu'aucune disposition n'oblige les sociétés à en prévenir les intéressés par une annonce dans la presse.

Droit Allemand. — La loi fondamentale en matière de publicité des sociétés est le *Handelsgesetzbuch* du 10 Mai 1877, modifié par la loi du 25 Mars 1930.

La publicité repose en Allemagne sur le *Registre du Commerce* doublée d'une insertion dans un journal. Le registre est tenu par les tribunaux secondés par les organes commerciaux (*Chambre de Commerce*, par exemple). Le juge chargé de la garde du registre doit vérifier la véracité des inscriptions requises. Il doit refuser d'inscrire toute société dont les statuts ne sont pas conformes à la loi et peut exiger des modifications. Une société non immatriculée est inexistante vis à vis des tiers, sauf dans certains cas où elle est considérée comme société civile. De plus, le registre a une force probante absolue, notamment en ce qui concerne la commercialité des établissements immatriculés. Il assure la protection de la firme.

Toute personne peut demander communication ou copie des indications du Registre et des pièces officielles déposées en vue de l'inscription. Toutes les succursales sont indiquées sur le registre du siège social et une publication complète doit être faite au siège de chaque succursale.

La publication faite au Reichsanzeiger et dans un autre journal d'annonces légales désigné annuellement comprend la copie de toutes les mentions portées au Registre.

La loi allemande impose la publicité des bilans annuels, des modifications aux statuts, des changements dans la composition du conseil de direction de la société ou dans les pouvoirs de celui-ci ; la publicité des changements dans le conseil de surveillance, celle des augmentations de capital accompagnée du dépôt de toutes les pièces nécessaires pour réaliser légalement cette augmentation, celle encore de la réduction du capital qui nécessite une triple insertion dans les journaux, la publicité de la dissolution.

Toute modification ne prend effet que du jour de son inscription. Les modifications judiciaires sont transcrites par les soins du greffier. Ces formalités sont imposées sous la sanction de la responsabilité des membres du conseil de direction.

Le système organisé par la loi allemande paraît plus efficace que le système belge ou le système anglais, car il comporte une importante publicité par la presse ; mais il semble être une lourde contrainte imposée aux sociétés. La publicité des bilans nous paraît particulièrement être une mesure sévère. Un bilan peut faire apparaître une gêne de la société qui peut n'être que momentanée et la publicité nuira injustement à son crédit.

Le Registre du Commerce existe dans de très nombreux

pays, mais il n'a pas partout le même caractère. Il est avant tout un instrument de publicité en Espagne, Portugal, Mexique, etc... Ailleurs il a de plus un rôle juridique : protection de la raison commerciale, protection de la firme (Hongrie, Suède, Suisse).

Droit Italien. — L'Italie est la patrie de la publicité légale des sociétés de commerce ; elle existait déjà à Bologne au XV^e siècle. On la trouve actuellement au Code de Commerce de 1882 entré en vigueur au 1^{er} Janvier 1883. La publicité a, en Italie, comme en Allemagne, un rôle juridique ; elle est l'occasion d'un contrôle de l'acte de société par l'autorité judiciaire qui donne son homologation, reconnaissant ainsi l'existence légale de la société.

L'acte de société est déposé au greffe. Dans le mois qui suit ce dépôt la société doit publier un extrait de l'acte dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal. (Dans chaque province, un journal d'annonces est publié par les soins de l'administration).

De plus, s'il s'agit d'une société par actions l'acte constitutif doit être inséré dans le Bulletin Officiel des Sociétés par actions.

Les mêmes formalités sont exigées pour les modifications aux statuts. Mais le droit italien a conservé de plus la publicité par affichage dans les salles des Bourses et des Hôtels de Ville.

Un projet de réformes a été établi par MM. Vivante et Amelio. Il comprend la création d'un registre du commerce, une publicité dans la *Cazetta Ufficiale*, et une publicité opérée d'office par les Chambres de Commerce d'un extrait des sta-

tuts inséré dans leurs bulletins. Enfin, toutes les sociétés sont obligées de délivrer à tout requérant une copie de leurs statuts mis à jour, moyennant une indemnité.

Le projet conserve le contrôle, par un magistrat, des actes des sociétés.

La publicité est en Italie assez compliquée ; il semble que le projet tende beaucoup vers la simplification.

Dans tous ces régimes, bien différents les uns des autres, on trouve un point commun : partout ces publications font l'objet d'un contrôle rigoureux de la part d'un fonctionnaire ou d'un magistrat. C'est une des graves lacunes de la loi de 67.

La loi sur le Registre du Commerce a organisé ce contrôle, moins sévère d'ailleurs que dans les lois étrangères, mais pour l'inscription au Registre seulement.

On remarque aussi que dans celles des législations qui font une place à la publicité par la presse, un journal officiel a le monopole des publications. C'est le gros défaut de la loi française que cette publicité incertaine dans des journaux plus ou moins connus. Enfin, cette dernière publicité est assurée par les soins du magistrat ou du fonctionnaire ayant reçu les pièces constitutives ou enregistré la société au Registre du Commerce ; et, même en Belgique, toute la publicité est effectuée par des personnes (notaire, greffier) étrangères à la société.

Ces dispositions, tout au moins les deux premières, sont réclamées depuis toujours en France pour être introduites dans notre législation. C'est tout à fait désirable, mais pour le reste, il ne semble pas qu'il faille introduire chez nous une institution étrangère. Le Registre du Commerce, emprunté

au droit allemand, a eu déjà du mal à s'acclimater malgré ses effets tout à fait anodins comparés à ceux de son modèle.

Pour pouvoir réussir, une réforme devra être faite dans le cadre des institutions françaises et l'esprit du droit français.

DEUXIEME PARTIE

Le Décret du 30 Octobre 1935 et le Règlement d'Administration Publique du 17 Juillet 1936

CHAPITRE I

PUBLICITE ORIGINAIRe D'APRES LE DECRET DE 1935 ET LE REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE RELATIF A SON APPLICATION

HISTORIQUE DU DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935.

Dès 1884, un projet de réforme de la publicité des sociétés de commerce était déposé au Sénat. Il transformait déjà la publicité au journal d'annonces en instituant un Bulletin annexe au *Journal Officiel* pour recevoir toutes les publications relatives aux sociétés ; il n'aboutit pas.

En 1903, un nouveau projet était élaboré qui vint devant les Chambres, mais ne réussit pas davantage. Ce projet de loi contenait déjà la plupart des dispositions qui n'ont réussi à s'imposer qu'en 1935 : suppression du dépôt au greffe de la justice de paix, distinction, dans l'insertion, entre le capital en nature et le capital en numéraire (pour les sociétés par actions seulement), indication de la quotité à prélever sur les bénéfices pour constituer une réserve extraordinaire. Il sup-

primait aussi la différence établie dans l'article 63 entre les sociétés par actions et les autres.

Le projet reprenait l'idée du Bulletin annexe, tout en conservant cependant les autres journaux d'annonces. Il allait très loin dans la voie de l'importance à donner à la publicité par la presse. C'était le texte intégral de l'acte de société qui devait être inséré au Bulletin, plus la liste des souscripteurs.

Il empruntait à l'esprit de la législation belge deux innovations : la publicité au « Journal Officiel » serait effectuée à la diligence du greffier du Tribunal de Commerce, d'autre part, le « Bulletin des Annonces » serait adressé à tous les greffes des Tribunaux de Commerce, où il pourrait être consulté librement.

Le projet de 1903 organisait la publicité des changements dans la composition des conseils de surveillance, conseils d'administration, et dans la personne des commissaires de surveillance. Il empruntait à la loi allemande la publicité du bilan annuel, accompagnée de la mention du nom des gérants ou administrateurs. Cette publicité était imposée sous la sanction d'amendes. La nullité de la société était maintenue pour la publicité d'origine, mais non par la suite et la publicité aux succursales n'était pas sanctionnée par la nullité.

Toutes ces innovations réalisaient l'efficacité de la publicité, une sérieuse protection des épargnants et des personnes en relations d'affaires avec la société. Le défaut de la réforme tentée était d'être excessive vis-à-vis des sociétés. C'était aller trop loin que vouloir la publication des bilans annuels ; d'autre part, il aurait fallu supprimer l'insertion dans les journaux d'annonces, le « Bulletin Officiel » suffisait.

Ce projet de 1903 a été repris en 1908, mais abandonnait alors l'idée du « Bulletin annexe. » L'intérêt de la nouvelle

tentative vient surtout de ce qu'on s'y préoccupe pour la première fois de la publicité des sociétés étrangères, tout au moins de celles qui font en France une souscription publique.

En 1918 a été élaboré le projet créant un Office National des Sociétés de Commerce. L'Office a été créé en effet, mais pas tel que l'entendait l'auteur du projet. Dans sa pensée, l'Office National devait être vraiment le siège de diffusion des actes de société et non simplement la centralisation d'un résumé des Registres de Commerce. L'Office devait rassembler tous les renseignements, tous les documents objets d'une publicité; et, idée très intéressante, il aurait été dressé un répertoire des fondateurs, apporteurs, administrateurs, commissaires de surveillance, avec, en regard, les noms des sociétés dont ils sont membres et l'indication de la fonction qu'ils y remplissent.

Dans ces dernières années, toute une série de projets de réforme sont apparus à la suite de scandales financiers et sous la pression de l'opinion publique.

C'est le droit des sociétés tout entier qui est attaqué, mais spécialement le régime de la publicité.

On trouve d'abord le projet de la Ligue des Sociétés, en 1930. Il se contente de supprimer le dépôt au greffe de la Justice de paix, de rendre plus complets le dépôt et l'insertion au journal. Il supprime les dépôts aux lieux des succursales, se contentant d'une inscription au Registre du Commerce, avec la mention du journal dans lequel l'insertion a eu lieu au siège social. Un extrait est aussi publié dans un journal d'annonces de l'arrondissement de la succursale.

Le projet de la Ligue des Sociétés fait entrer au nombre des modifications à publier, les changements d'administrateurs, gérants, membres du conseil de surveillance ou commissaires

de surveillance. Malgré le mouvement d'opinion en sa faveur, la Ligue se prononce contre la publication du bilan. Les dirigeants des sociétés y sont très opposés et la question est discutée par les théoriciens.

En 1931, un rapport de M. Hamel à la Commission du Registre du Commerce et de la Publicité, de la Société des Etudes Législatives, présente un projet qui semble de réalisation pratique.

Ce projet conserve les différentes formes de publicité. Le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce seulement, demeure à côté du Registre du Commerce, parce qu'il semble qu'une inscription, même plus complète, demeure insuffisante et ne peut remplacer auprès des intéressés la lecture des textes mêmes.

On laisse subsister aussi la publicité dans la presse locale, mais on ajoute au « Bulletin des Annonces Légales obligatoires », à côté des notices relatives aux émissions de titres dans le public, des deuxièmes et troisièmes convocations d'assemblées générales extraordinaires ou des convocations des assemblées des porteurs de parts, une insertion sommaire avec la référence, à l'insertion du journal local, insertion qui comprend toutes les mentions inscrites au Registre du Commerce.

Puis la Commission demande la réorganisation de l'Office National de la Propriété Industrielle, qui ne rend pas les services que l'on attendait de lui.

Quant aux sanctions, le projet combat la nullité de la société et propose l'inopposabilité aux tiers des clauses non publiées ; il conserve l'inopposabilité de l'irrégularité par les associés aux tiers.

Aux succursales, une publicité restreinte est seulement requise avec renvoi au dépôt au greffe du lieu du siège social.

Dans son projet paru au « Journal des Sociétés » en 1932, M. Gabolde préfère utiliser le Registre du Commerce maintenant acclimaté en France. Il trouve nécessaire de maintenir le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce, mais la véritable publicité serait celle du Registre, garantie par un sérieux contrôle du juge, président du Tribunal de Commerce et sanctionnée de la nullité de la société.

Il ne s'agirait pas de réaliser une mesure constitutive de droit, accordant une valeur probante absolue aux mentions, mais simplement de mieux garantir la publicité quant à la forme.

La publicité par la presse serait réalisée par les soins du greffier, au « Bulletin des Annonces Légales obligatoires. »

Signalons pour finir que, dans le projet de réforme de la loi du 24 juillet 1867, voté par le Sénat en juin 1934, un article prévoyait le complètement des dépôts par l'indication des adresses des succursales ou agences en France ou à l'étranger et l'indication des noms et adresses des associés, gérants ou administrateurs, des membres du conseil de surveillance ou des commissaires de surveillance. Le dépôt de la liste des souscripteurs était exigé pour les sociétés en commandite par actions comme pour les sociétés anonymes.

Sous la pression de l'opinion publique, un décret a été pris le 30 octobre 1935, qui réalise enfin une réforme de la publicité des sociétés de commerce.

La rédaction du texte de ce décret a été extrêmement hâtive. Sans rien changer aux cadres existants, on s'est contenté, pour la plupart, d'adopter les solutions consacrées par la jurisprudence, la doctrine et les usages.

Le décret du 30 octobre 1935 modifie les articles 55 à 59, 61 et 63 de la loi du 24 juillet 1867, il a laissé intacts les articles

60 et 62. Le plan d'exposition des différentes formalités est légèrement changé. Si l'article 55 traite toujours du dépôt des statuts et des pièces annexes, l'article 56 n'a plus qu'un alinéa et ordonne la publication de l'extrait. Les mentions que doit contenir cet extrait sont toutes contenues dans l'article 57 et c'est l'article 58 qui édicte la sanction.

L'article 59 s'occupe des modifications aux statuts et l'article 61 de la publicité des succursales. L'article 63, comme par le passé, a trait à la communication aux tiers des pièces déposées.

Le décret a conservé le même plan en ce qui concerne les lois de 1925 et de 1919. Il comprend en outre, et bien qu'il s'intitule d'une manière générale « Décret relatif aux formalités de publicité des sociétés », une nouvelle rédaction de l'article 8 de la loi de 1867 dans ses quatre derniers paragraphes relatifs à la réparation des vices de constitution des sociétés par actions et également l'article 10 modifié de la loi de 1925, traitant de la même question en matière de sociétés à responsabilité limitée.

LE RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 17 JUILLET 1936

L'article 6 du Décret prévoyait un règlement d'administration publique fixant sa date d'entrée en vigueur, les conditions de son application, déterminant les droits et honoraires des greffiers, ainsi que les taxes perçues par l'Office National de la Propriété Industrielle.

Le décret d'application, portant Règlement d'Administration publique, est intervenu le 17 juillet 1936. Il fixe l'entrée en vigueur du Décret au premier jour du deuxième mois sui-

vant celui au cours duquel le règlement a été publié; c'est-à-dire le 1^{er} septembre 1936.

Les modifications apportées aux articles 8 de la loi du 24 juillet 1867 et 10 de la loi du 7 mars 1925, sont entrées en application dès la publication du Règlement. Cette publication a eu lieu au « Journal Officiel » du 21 juillet 1936.

Le Règlement d'Administration publique du 17 juillet 1936 abroge expressément le décret du 15 mars 1920, pris en application de la loi du 18 mars 1919. Il reproduit intégralement les articles 3 à 13 de ce décret; modifie les articles 1 et 2 et surtout les articles 14 à 17; il comporte en outre de nouvelles dispositions sur la mention du dépôt des actes sur le Registre du Commerce, sur la conservation des pièces, etc....

I

Lois du 24 Juillet 1867 et du 7 Mars 1925 modifiées

DÉPÔT DE L'ACTE DE SOCIÉTÉ.

Il est réduit à un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce. La suppression tant réclamée du dépôt au greffe de la Justice de paix, devenu inutile, est enfin réalisée.

Le décret n'a pas repris le mot « double » de l'acte quand il est sous seing privé, ce mot ayant soulevé autrefois des controverses. Il emploie le mot plus juste et plus explicite d' « original », signification qui avait été adoptée finalement et par tout le monde, du mot « double ».

Il faut tout de même deux exemplaires comme auparavant. Tous les deux sont remis entre les mains du greffier du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social. Le greffier garde l'un des exemplaires et envoie

l'autre à l'Office National de la Propriété Industrielle. Celui-ci, où était déjà le Registre central du Commerce, voit son importance accrue. On réalise ainsi une concentration des pièces d'une même société et des pièces de toutes les sociétés. Les pièces annexes qui, dans le cas des sociétés par actions, doivent être déposées avec les statuts, doivent aussi figurer en double exemplaire et sont envoyées avec les statuts à l'Office.

Au Registre central du Commerce, il n'était inscrit que des mentions succinctes, tandis que c'est un original de l'acte et de ses annexes qui est envoyé par le greffier à l'Office. Cela résulte de l'article 10 nouveau de la loi du 8 mars 1919 et de l'article 16 du Règlement d'Administration publique du 17 juillet 1936. Aux termes de l'article 14 du Règlement, sur l'exemplaire des statuts et pièces annexes destinées à l'Office, le greffier indique le ressort du tribunal au greffe duquel le dépôt a été fait et la date de ce dépôt.

PIÈCES ANNEXES.

L'article 55 nouveau, comme l'article 55 ancien, exige le dépôt de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le premier versement effectué par les actionnaires. Sur ce dernier point, les deux textes diffèrent légèrement. L'ancien parle de « versement du quart », le nouveau de la « quantité dont les actions sont libérées. » On peut en déduire qu'il faudra désormais non plus constater le versement obligatoire du premier quart, mais dire le montant exact du versement qui peut être supérieur (si les fondateurs appellent tout de suite le deuxième quart par exemple).

En ce qui concerne la liste des souscripteurs originaires, le Décret ne fait pas de distinction entre les sociétés anonymes

et les sociétés en commandite par actions. Il groupe les pièces annexes en trois paragraphes précédés de la phrase « A l'acte constitutif des sociétés par actions sont annexés... », alors qu'auparavant la mention de la liste des souscripteurs figurait dans un paragraphe spécial aux sociétés anonymes. La nouvelle disposition ne fait que consacrer un usage établi.

Le texte ajoute au nombre d'actions, le montant des versements effectués par chaque souscripteur. Cette nouvelle exigence paraît faire double emploi avec l'acte constatant le versement, elle permet cependant de vérifier si tous les souscripteurs ont bien versé la quotité demandée par les fondateurs.

Enfin, le troisième paragraphe consacré par le Décret aux pièces constitutives, prescrit non seulement le dépôt des procès-verbaux des délibérations qui vérifient et approuvent les apports en nature, mais encore les procès-verbaux des délibérations relatives à la nomination du premier conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions et des premiers administrateurs et commissaires de surveillance des sociétés anonymes.

La doctrine et l'usage étaient d'accord pour ajouter la délibération nommant les premiers administrateurs aux pièces à déposer, puisque le nom des administrateurs figurait dans l'extrait à publier. C'était logique et c'est logique encore de faire figurer de plus la délibération qui nomme le conseil de surveillance ou les commissaires de surveillance. L'article 57 nouveau exige la publication de leurs noms.

En outre, on déposera encore, et de cela il n'en avait jamais été question, le rapport imprimé relatif aux apports en nature et avantages particuliers tenu à la disposition des ac-

tionnaires pendant cinq jours au moins avant la réunion de la seconde assemblée constitutive.

C'est sans doute ce seul rapport que le législateur a eu en vue en renvoyant aux rapports établis conformément aux articles 4 et 24, mais l'article 24 fait allusion également à la déclaration faite par les fondateurs que la souscription du capital est complète et sincère, accompagnée de la production de l'acte notarié et de la liste des souscripteurs. L'assemblée vérifie la sincérité de la déclaration. Etant donnés les termes généraux de la loi qui renvoie en bloc à l'article 24 sans distinction, il faudra déposer aussi ce rapport.

On voit que les pièces à déposer ont considérablement augmenté en nombre et en importance.

L'article 12 de la loi de 1925 comprend un alinéa supplémentaire qui consacre l'usage de publier à la suite des statuts l'acte nommant les premiers gérants, quand ceux-ci sont désignés par acte postérieur.

COMMUNICATION AUX TIERS DES PIÈCES DÉPOSÉES.

L'article 63 a été considérablement augmenté. On peut obtenir communication des pièces, non seulement au greffe du Tribunal de Commerce, mais aussi à l'Office National de la Propriété Industrielle, où l'un des deux exemplaires déposés par le représentant de la société est envoyé par le greffier.

Ce nouveau mode de publicité est heureux, l'intéressé trouvera concentrées en un même lieu, toutes les pièces de toutes les sociétés sur lesquelles il désire des renseignements ; mais le Décret renvoie sur ce point à l'article 10 de la loi du

18 mars 1919, modifié également. Il y a ainsi un fâcheux mélange, et ce n'est pas le seul, des lois de 1867 et de 1919.

L'article 10 de la loi de 1919 est placé au milieu des articles relatifs au Registre du Commerce et traite de l'Office National et des dépôts qui y sont faits, aussi bien en exécution de la loi de 1867 que de celle de 1919. Il eût été préférable d'assigner une autre place à ces dispositions.

L'article 63 nouveau ne fait plus de différence entre les sociétés par actions et les autres. Cette mesure utile unifie la pratique des greffes.

L'affichage dans les bureaux des sociétés par actions, publicité désuète, est supprimé. Pour ces sociétés, on peut se faire délivrer au siège de la société, copie non seulement des statuts (mis à jour, précise le décret), mais aussi la liste des membres en exercice du conseil de surveillance et celle des administrateurs en exercice. Cela moyennant la somme de cinq francs au plus, au lieu de un franc précédemment.

EXTRAIT A PUBLIER.

Le nouvel article 56, d'un seul paragraphe, énonce l'obligation de publier dans un journal d'annonces légales, un extrait des statuts et de pièces annexées.

Le décret n'a rien modifié en ce qui concerne le régime des journaux d'annonces légales. On avait proposé d'imposer la mention des insertions avec l'indication du journal choisi et la date dans le « Bulletin des Annonces Légales obligatoires », on y a renoncé. L'ancien régime subsiste toujours tel qu'il est, aucune amélioration de ce côté et c'est infiniment regrettable.

L'énumération des mentions à publier est contenue main-

tenant toute entière dans l'article 57, considérablement augmenté. L'énumération est présentée avec davantage d'ordre et de netteté.

On trouve en tête : la *forme de la société*, la *raison sociale* ou la *dénomination commerciale* de la société, puis l'*objet* de la société (il ne figurait pas dans l'ancienne loi, l'usage avait comblé cette lacune), ensuite le *siège social*, mais il n'est pas question des adresses des succursales.

On énumère les noms, prénoms, qualités et adresses personnelles des *associés tenus indéfiniment et personnellement des dettes sociales*. C'est la traduction de l'interprétation donnée de l'article 57 moins explicite), les noms, prénoms, qualités et adresses personnelles des *associés ou des tiers ayant le pouvoir de gérer ou d'administrer* la société, des *membres du conseil de surveillance* des sociétés en commandite par actions et des *commissaires de surveillance* des sociétés anonymes.

La jurisprudence complétait la loi de 1867 en disant qu'il fallait faire connaître le nom du gérant lorsqu'il était pris hors des associés. Le décret emploie le terme large et unique de « tiers » autorisés à gérer. Ce terme comprend-il les directeurs ? Peut-être les directeurs généraux ayant des pouvoirs semblables à ceux des administrateurs, mais pas des directeurs techniques liés à la société par un contrat de louage de services et qui n'ont pas de pouvoirs propres ?

Le décret n'a rien ajouté quant aux pouvoirs des gérants. Il eût pourtant été utile de préciser dans la loi quelques clauses restrictives des pouvoirs des gérants ; celles qui se retrouvent le plus souvent et d'en ordonner la publication ; ou de donner une formule générale englobant les clauses restrictives et hors du droit commun concernant les pouvoirs des gérants ; mais

le défaut des formules générales est de soulever presque toujours des discussions à propos de leur interprétation.

Le nouvel article 57 a augmenté l'importance et la précision de la mention du *capital*. On devra faire connaître le montant du capital, le montant des apports en numéraire, la description sommaire et l'estimation des apports en nature, plus, pour les sociétés en commandite, indiquer le montant des valeurs fournies ou à fournir par le commanditaire.

Le Décret n'a pas dispensé les sociétés en nom collectif de publier le montant de leur capital, malgré que des auteurs aient déclaré cette publication inutile. Il n'a établi à ce sujet aucune distinction entre les différentes formes de publicité ; et, comme le membre de phrase « le montant des apports en numéraire ainsi que la description.... », se trouve sous le même numéro de l'article 57 que l'indication du montant du capital, on en conclut qu'il faut donner autant de détails lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif que lorsqu'il s'agit d'une société par actions.

Le législateur a repris, en somme, les termes des articles 57 et 58 « valeurs fournies et à fournir » de l'article 57 et « en numéraire et autres objets » de l'article 58, mais en donnant un sens différent à chacun d'eux. Il a repris le premier en l'appliquant uniquement aux sociétés en commandite, sans faire de distinction d'ailleurs entre les sociétés en commandite par actions et les sociétés en commandite simple. Quant au membre de phrase de l'article 58 qui s'appliquait aux sociétés anonymes seules, il est étendu à toutes les sociétés et complété en exigeant que l'on publie d'une part le montant des apports en numéraire, d'autre part le montant des apports en nature, avec leur description sommaire.

Le montant et la description des apports en nature ne

pouvaient être exigées avant le Décret, étant donné le texte de la loi de 1867 ; mais leur insertion était demandée par beaucoup d'auteurs. Le législateur de 1935 a fait droit à ces réclamations et cela nous paraît en pratique très excessif. En effet, le droit de communication des pièces déposées aux intéressés a été étendu, perfectionné, il est facile d'obtenir tous les renseignements désirés. Même si on ne connaît pas l'adresse du siège social et, par conséquent, le greffe où les statuts ont été déposés, on pourrait se renseigner à l'Office National de la Propriété Industrielle. Le régime des journaux d'annonces légales étant resté le même, c'est-à-dire bien souvent inefficace, les nouvelles dispositions légales n'atteindront pas toujours les tiers intéressés et allongent inutilement, à notre sens, le texte des publications.

La description sommaire des apports en nature comprend évidemment le nom de l'apporteur ; mais faut-il dire la valeur de chaque apport ou donner le montant total de tous les apports ? C'est assez difficile à déterminer. La loi dit « description et estimation », or une description suppose une énumération des différents objets apportés ; il semble qu'il faudrait plutôt spécifier la valeur de chacun de ces objets, sans que cela nous paraisse cependant strictement nécessaire.

Le décret n'a rien dit en ce qui concerne les charges du capital. Si ces charges grèvent les apports en nature, rentrent-elles dans le cadre d'une description sommaire ? On peut le soutenir. Cependant nous croyons que la jurisprudence s'en tiendra à son ancienne opinion, en ordonnant de porter à la connaissance des intéressés seulement les dettes qui doivent rester, en définitive, à la charge du capital et le diminuent de ce fait. Rien n'a été dit spécialement de la clause d'intérêt fixe. On peut se demander pourquoi le législateur ne l'a pas ajoutée

à la liste de l'article 57, alors qu'elle figurait et figure encore dans l'article 14 de la loi de 1925, réplique de l'article 57 pour les sociétés à responsabilité limitée.

Nous trouvons encore une disposition nouvelle à propos des *réserves des sociétés anonymes*. On interprétait le passage de l'article 57 ancien comme s'il s'agissait des réserves légales ; l'article 57 nouveau spécifie qu'il s'agit des dispositions des statuts relatives aux réserves extraordinaires. Par contre, le texte nouveau ne fait pas allusion à la réserve légale ; il n'y aura pas lieu de dire par quel prélèvement sur les bénéfices elle sera constituée. Seulement, si le maximum obligatoire du dixième du capital une fois atteint, on continue à effectuer le prélèvement, on n'est plus alors en présence d'une réserve légale, mais plutôt d'une réserve extraordinaire et il sera bon d'effectuer une publication à ce sujet.

Cette disposition est spéciale aux sociétés anonymes ; rien ne permet d'exiger une publication analogue d'une société en commandite par actions qui désirerait se constituer une réserve.

Il faut dire aussi qu'il a été créé des *actions à vote double ou des parts de fondateurs*. Le législateur ne s'est pas expliqué davantage. Faudra-t-il faire connaître les modalités particulières affectant l'exercice du vote double, le nombre de parts de fondateurs émises, la portion des bénéfices qui leur revient ? Ce sera préférable. Pourtant il ne semble pas qu'on puisse l'exiger en déduction des termes de la loi.

L'extrait doit mentionner *l'époque où la société commence* et celle de son *expiration normale*. Que faut-il entendre par expiration normale ? Le terme, évidemment, mais aussi les clauses susceptibles de modifier ce terme : ainsi, la clause de dissolution en cas de perte d'une fraction du capital, la

clause de continuation de la société avec les héritiers de l'associé prédécédé.

Enfin, mention très utile, ajoutée à la loi par le Décret de 1935, on indiquera le *greffe du Tribunal de Commerce auquel a été opéré le dépôt* et la *date de ce dépôt*.

Dans le cas des sociétés à capital variable, on fera connaître, comme par le passé, le chiffre au-dessous duquel il ne peut descendre.

La jurisprudence continuera certainement à considérer l'énumération de l'article 57 comme seulement énonciatrice. Il faut donc ajouter à la liste toutes les clauses dérogatoires au droit commun, susceptibles d'intéresser les tiers; notamment les clauses restreignant les pouvoirs des gérants et administrateurs, la clause d'intérêt fixe, etc...

Depuis le Décret, il n'y aura plus à publier la clause prévoyant la transformation de la société en nom collectif en société en commandite simple, à la mort d'un associé. De toutes façons, en conséquence de l'article 59 nouveau, cette transformation doit être publiée quand elle se produit, même si elle figure dans les statuts.

En matière de sociétés à responsabilité limitée, l'article 14 a été modifié dans le même sens que l'article 57. Les associés ou tiers autorisés à gérer devront être désignés par leur nom, prénoms, qualité et adresse personnelle. S'il en existe un, il faudra désigner les membres du conseil de surveillance. Par contre, la mention du nom de tous les associés n'a pas été reproduite.

Les dispositions statutaires relatives à la constitution de réserves extraordinaires, figureront dans l'extrait.

On indiquera le greffe du Tribunal de Commerce où le dépôt a été fait et la date de ce dépôt.

La clause d'intérêt fixe doit toujours être mentionnée.

DÉLAI ET PREUVE.

Le délai pour effectuer les formalités de publicité est toujours le même; rien de changé à ce point de vue. Rien non plus, dans la loi modifiée, au sujet des sociétés constituées sous condition suspensive; la question demeure non tranchée.

Pour trouver des textes relatifs à la preuve de l'accomplissement des formalités, il faut chercher maintenant dans la loi du 18 mars 1919 et le décret d'application du 17 juillet 1936. C'est encore un point sur lequel le législateur a mélangé les lois de 1867 et de 1919.

Aux termes de l'article 6 de la loi de 1919, le représentant de la société, qui requiert l'immatriculation au Registre du Commerce, doit produire le récépissé constatant le dépôt de l'acte constitutif et de ses annexes. L'article 14 du Décret portant Règlement d'Administration publique du 17 juillet 1936 a précisé que tout dépôt d'actes ou pièces, effectué au greffe du Tribunal de Commerce, donne lieu à une mention sur le Registre et à la délivrance d'un récépissé.

Par conséquent, la preuve du dépôt sera établie par la société en produisant le récépissé remis par le greffier en échange des pièces. Les tiers feront la preuve du dépôt ou du non dépôt en réclamant un certificat au greffier, ainsi que le prévoit également l'article 14 du Règlement.

On ne trouve plus dans la loi de 1867, l'obligation de faire enregistrer un exemplaire du journal d'annonces dans les trois mois de sa date; mais l'article 6 de la loi de 1919 sup-

pose que cette formalité a été accomplie avant l'inscription au Registre du Commerce : à l'appui de la déclaration, un exemplaire enregistré du journal doit être produit en même temps que le récépissé constatant le dépôt.

Cet exemplaire fera foi de l'insertion. Mais comme la loi de 1867 n'établit plus ce moyen de preuve à défaut de tout autre, les tiers pourront faire la preuve de la non publication au journal par tous les moyens.

II

Le Registre du Commerce

L'inscription au Registre du Commerce comprend à peu près les mêmes mentions que l'extrait publié dans le journal d'annonces. De plus, on doit indiquer les lieux où la société a des succursales ou agences en France ou à l'étranger ; l'ancien article 6 l'exigeait déjà.

Les noms des commissaires de surveillance des sociétés anonymes doivent maintenant figurer au Registre tout comme les noms des membres du conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions.

On indiquera s'il existe des actions à vote double et des parts de fondateurs.

Outre l'indication du montant du capital, il faudra dire respectivement quel est le montant des apports en nature, et le montant des apports en numéraire. La loi parle de « montant », on en déduit qu'il n'y aura pas lieu de faire la description, même sommaire, des apports en nature ; il suffira d'énoncer la valeur globale.

Dans l'article 7, relatif aux modifications aux statuts et dissolutions, figurent toujours les mentions du nom des

directeurs et des brevets d'invention ou marques exploités par la société. Il semble évident que ces indications doivent exister dans la publicité originaire. Aucune précision n'a été apportée dans la qualification des directeurs; légalement, on doit donc faire connaître tous les directeurs de la société quelles que soient leurs fonctions.

Dans l'identification des personnes dont les noms figurent au Registre, la même place est toujours réservée à l'indication de la nationalité.

La déclaration est faite en triple exemplaire. Un de ces exemplaires est rendu au déclarant après qu'il a reçu le timbre du Tribunal et la signature du greffier. Un autre est conservé au Tribunal pour faire partie du Registre. Le troisième est envoyé par le greffier à l'Office National de la Propriété Industrielle. Le Registre central du Commerce ne comprend plus maintenant, seulement un résumé des inscriptions portées aux registres locaux, mais le texte même de la déclaration. Cela résulte des articles 10 nouveau de la loi de 1919, et de l'article 16 du Règlement d'Administration Publique du 17 Juillet 1936.

Il suffit que la déclaration soit signée de l'un des administrateurs ou gérants, elle n'a plus besoin de l'être par tous.

Le déclarant produit également un récépissé constatant le dépôt de l'acte de société et un exemplaire enregistré du journal ayant publié l'extrait. Ces deux pièces lui sont ensuite rendues. Comme par le passé, il produit des pièces d'identité personnelles et des pièces prouvant la réalité de l'établissement commercial.

Nous avons vu que des auteurs considéraient l'énumération de l'article 6 comme énonciatrice, au même titre que les articles 57 et 58 anciens. Depuis le Décret de 1935, les argu-

ments présentés n'ont plus la même valeur. En effet, l'inscription comprend maintenant la date de dépôt, on peut s'y reporter ; et l'on sait que l'article 63 ne fait plus de distinction entre les sociétés par actions et les autres, en ce qui concerne la communication aux tiers des pièces déposées ; on peut donc, sans inconvénient, considérer l'article 6 comme limitatif.

La même inscription est requise pour les sociétés à responsabilité limitée, selon l'article 20 de la loi de 1925. Cette inscription comprendra les noms des membres du conseil de surveillance, s'il en existe un. Il n'est plus question d'énumérer tous les associés, mais seulement les associés ou tiers gérants.

Bien entendu, ne figureront pas dans la déclaration, les mentions spéciales aux sociétés anonymes ou aux sociétés en commandite par actions. La clause d'intérêt fixe doit être relatée.

Il est tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, selon l'article 20 du Règlement d'Administration publique, un répertoire alphabétique des déclarations et des dépôts d'actes et de pièces permettant à tout intéressé d'obtenir les renseignements qu'il désire lorsqu'il connaît seulement la dénomination de la société.

CHAPITRE II

PUBLICITE DES MODIFICATIONS AUX STATUTS

LOIS DE 1867 ET DE 1925.

Dans le cadre de la loi de 67, l'article 59 précise utilement la question, L'article 61 était vague, il prêtait à controverses et donnait lieu à des interprétations diverses. L'article 59 nouveau est divisé en deux parties. La première partie est consacrée aux modifications qui font l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce, la seconde à l'insertion au journal d'annonces.

L'auteur du Décret a ratifié l'interprétation de la Cour de Cassation qui n'exigeait le dépôt que dans les cas où l'insertion était elle-même nécessaire.

Toute modification apportée aux clauses énumérées dans l'article 57 doit, à la fois, faire l'objet d'un dépôt et d'une publication.

Il y a une exception expresse en ce qui concerne les changements dans la composition du conseil d'administration, et les changements de commissaires de surveillance; on s'en remet entièrement au Registre du Commerce du soin d'assurer la divulgation de ces faits.

Par contre, comme on admet que l'énumération de l'article 57 est seulement énonciatrice, seront sujettes à ce dépôt et à la publication toutes les modifications aux clauses

qui intéressent les tiers, qu'elles aient été ou non publiées à l'origine. Désormais, on ne pourra plus prétendre que si toutes les modifications ne font pas l'objet d'un dépôt; ce n'est plus l'acte entier que l'on consulte au greffe, la loi est formelle; mais alors, il faudra que les modifications non rendues publiques soient strictement d'ordre interne, ne puissent intéresser les tiers.

Le rachat des parts de fondateurs devra faire l'objet d'une publication, sans contestation possible, puisque l'article 57 oblige à dire s'il en a été émis.

Le changement de siège social doit être publié. Comme par le passé, on dira que, pour être régulier, le dépôt au nouveau siège devra comprendre toutes les pièces qui figuraient au greffe du tribunal de l'ancien. A ce dernier, on publiera l'acte ou la délibération ordonnant le transfert.

En cas de *changement d'associés en nom*, la nouvelle rédaction de l'article 59 « La modification de l'une quelconque des clauses... » est très large. Il faudra publier aussi bien l'adjonction d'un associé que le changement ou la retraite; même si ces changements sont prévus aux statuts, la loi ne fait aucune distinction. Echapperont seulement à toutes formalités les retraites d'associés survenues par mort, faillite, interdiction... D'une manière générale, les cas où n'intervient aucun acte ou délibération de la part des associés.

Plus de discussion possible au sujet du *changement dans la personne d'un commanditaire*, aucune publicité n'est requise. Les noms des commanditaires n'entrent pas dans l'énumération de l'article 57. Ce qu'il faudra faire connaître, c'est la modification du chiffre de la commandite, qu'un tel changement peut entraîner. Ainsi, quand un commanditaire cède sa part à un associé en nom.

Pour une *augmentation de capital*, dans les sociétés par actions, il faudra déposer toutes les pièces et les procès-verbaux d'assemblées qui établissent la régularité de la création des actions nouvelles. S'il y a augmentation par apport en nature, on déposera le rapport des commissaires vérificateurs et, dans l'extrait, on donnera la description des apports et leur estimation, tel que lors de la publicité originale.

Le Décret ne précise rien quant aux *transformations de sociétés*. Ce cas peut se comprendre comme étant une modification portant sur la forme de la société. Or, la forme figure en tête de l'énumération de l'article 57 ; par conséquent, toute transformation nécessitera une publicité complète des diverses opérations qu'elle comporte : c'est à dire, la dissolution de la société ancienne et la constitution de la société nouvelle.

La *dissolution* de la société est prévue par deux alinéas de l'article 59. Le deuxième, se rapportant à l'insertion, est plus complet. Selon les textes, on déposera les actes et délibérations ayant trait à la dissolution de la société, et au mode de liquidation. Dans l'extrait, on signalera, soit la dissolution, soit la nullité de la société avec les noms, adresses personnelles, et les pouvoirs des liquidateurs.

Le Décret va à l'encontre de l'opinion jurisprudentielle qui n'obligeait à publier que les dissolutions volontaires et non prévues dans les statuts.

Avec la loi nouvelle, on sera seulement dispensé d'un dépôt quelconque lorsque la dissolution se produira sans qu'intervienne un acte ou une délibération des associés, puisque l'article 59 spécifie « sont soumis au dépôt prescrit par l'article 55 tous actes et délibérations constatant la dissolution.. » Ce sera, dans les cas de dissolution par survenance du terme, décès ou faillite d'un associé en nom, ou son interdiction,

dissolution judiciaire, jugement prononçant la nullité de la société... Mais, chaque fois qu'il y aura un acte ou une délibération des associés, même si le cas de dissolution était prévu aux statuts, on en effectuera le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

Les termes du paragraphe relatif à la publication au journal sont plus larges encore : « sont publiés conformément à l'article 57, la nullité et la dissolution de la société ainsi que les noms... ». Ces termes englobent tous les cas de dissolution ; qu'elle soit volontaire ou non, réalisée par une délibération, ou prononcée par jugement, la société est obligée d'en aviser le public par une insertion. Cette insertion fera connaître également les noms et adresses des liquidateurs et leurs pouvoirs.

L'article 59 ne rappelle pas que l'extrait doit indiquer le greffe où le dépôt a été fait et la date. On peut supposer que cette mention est nécessaire également pour les modifications aux statuts par suite du renvoi général de l'article 59 à l'article 56.

FORME DU DÉPÔT.

Le Décret a conservé le terme « actes et délibérations », par conséquent, ce n'est pas le texte des statuts modifiés qui fait l'objet du dépôt, mais l'acte ou les procès-verbaux des assemblées modificatrices.

C'est excessif. Sauf pour le cas d'augmentation de capital où les délibérations doivent être déposées, par analogie avec l'article 55, ce que les tiers veulent connaître, c'est le texte des statuts mis à jour ; par conséquent, il suffirait de déposer le texte rectifié des statuts.

L'article 17 nouveau de la loi sur les sociétés à responsa-

bilité limitée, reproduit l'article 59 nouveau, mais il ne fait pas d'exception pour le cas de changements dans le personnel gérant de la société.

REGISTRE DU COMMERCE.

L'article 7 nouveau reproduit quant aux modifications l'article 7 ancien. Il ajoute seulement la date du dépôt et le journal avec la date où la publication a été faite.

Comme auparavant, on publiera les changements de gérants, d'administrateurs ou de directeurs, les changements dans la composition du conseil de surveillance et de plus les changements dans la personne des commissaires de surveillance, les brevets et marques de fabrique ou de commerce exploités au cours de la société.

Le texte nouveau prévoit spécialement l'inscription des dissolutions de sociétés dont il n'était question qu'à propos de la radiation. Cette inscription doit avoir lieu quel que soit le cas de dissolution, même si la publicité selon la loi de 67 n'est pas requise, comme le cas de mort d'un associé en nom, ou la dissolution judiciaire, car le membre de phrase « et le cas échéant la référence au journal.. » le suppose. Il faut déclarer outre la dissolution, les noms, prénoms et adresses des liquidateurs.

L'inscription est requise par les gérants, administrateurs ou liquidateurs en fonction au moment où elle doit être faite.

CHAPITRE III

PUBLICITE AUX SUCCURSALES

PUBLICATIONS AU JOURNAL D'ANNONCES.

Le Décret remplace dans l'article 61 nouveau (loi de 67), le terme de maison de commerce par celui de succursales, mais il ne définit pas plus que les anciennes lois le sens à donner au mot « succursale ». Il n'ajoute pas non plus le terme d' « agence » à côté de celui de succursale, comme il le fait dans les lois de 1925 et 1919. Est-ce à dire que la loi de 1867 a une application plus restreinte ? Il eût été préférable d'adopter une terminologie uniforme.

Le dépôt au lieu du siège de la succursale est supprimé ; il subsiste seulement l'insertion dans un journal de l'arrondissement. Cette réforme simplifie heureusement la tâche des dirigeants de sociétés à nombreuses succursales.

L'insertion comprendra toutes les mentions de l'article 57, le renvoi de l'article 61 à l'article 56 ne comportant aucune précision ; mais c'est insuffisant, l'énumération devrait être complétée par l'indication de l'adresse du siège de la succursale et du nom du directeur de l'établissement. Il est évident que les tiers doivent savoir l'adresse de la maison secondaire où ils peuvent s'adresser mais il est aussi utile pour eux de savoir qui est directeur.

L'article 61 renvoie également à l'article 59. Il ne peut

s'agir que de la seconde partie qui se réfère à l'article 56, puisque le dépôt originaire n'est pas exigé au lieu des succursales. Il faudra donc publier dans un journal d'annonces toutes les modifications aux statuts dont l'article 59 exige lui-même la publication, et la nullité ou la dissolution de la société.

L'article 61 ne spécifie pas s'il s'agit des succursales créées à l'origine ou au cours de la société. Etant donné la place de l'article 61 après les publications à faire au cours de la société, on peut en déduire qu'il faut effectuer les formalités quelle que soit l'époque de la création de l'établissement.

Le Décret ne tranche pas non plus la question de savoir si la création d'une succursale au cours de la société est une modification aux statuts et doit être publiée comme telle dans l'arrondissement du siège social.

Pour notre part, nous ne croyons pas qu'aucune publicité puisse être exigée au siège social ; c'est le Registre du Commerce qui réalise cette publicité. Les adresses des succursales sont inscrites dans le Registre du siège social.

Si les succursales sont énumérées dans les statuts, elles se trouveront dans le dépôt forcément ; mais comme par la suite on ne dépose que les délibérations qui ont trait aux modifications relatives aux matières de l'article 57, une succursale créée après coup ne recevra aucune publicité au siège social si ce n'est l'inscription au Registre du Commerce.

On peut objecter que la création d'une succursale est une mesure qui intéresse les tiers ; mais la loi a expressément prévu que les changements d'administrateurs, qui intéressent pourtant le public au plus haut point, ne seront pas publiées, seule l'inscription au Registre du Commerce les révèle.

Le but du Décret a été de donner au Registre une impor-

tance plus grande. Sur lui seul repose la publicité d'un certain nombre de faits; il peut en être ainsi pour les succursales.

INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE.

Toutes les agences ou succursales doivent être inscrites sur le Registre; mais le nouvel article 11 de la loi de 1919 fait une différence entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux.

Pour les premières, il suffira d'inscrire la raison sociale ou la dénomination de la société et la référence au Registre du siège social. S'il s'agit d'une société par actions, il faudra de plus énumérer les noms et adresses personnelles des associés ou des tiers ayant le pouvoir de gérer la succursale.

Cette différence n'avait pas besoin d'être établie; il est aussi intéressant de connaître le nom du directeur quand il s'agit d'un établissement dépendant d'une société en nom collectif que d'une société anonyme. Cependant, étant donné la rédaction explicite de l'article 11, il sera impossible d'exiger cette inscription pour les sociétés en nom collectif; et, comme cette mention ne doit pas non plus, d'après la loi, être publiée dans le journal d'annonces, les intéressés ne seront pas renseignés à ce sujet.

Il aurait été utile d'ajouter aussi à l'inscription l'adresse de la maison mère et l'objet de la société.

Remarquons enfin que l'article 11 néglige de reproduire la mention qui a trait au journal où a eu lieu la publication, et à la date de l'insertion. On peut déduire de l'article 6, qu'il faudrait l'indiquer comme dans l'inscription au Registre du siège social; autrement, il sera très difficile aux tiers d'obtenir un complément d'informations sur la société, à moins de se

rendre au Tribunal de Commerce de l'arrondissement du siège social.

SUCCURSALES DE SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Le Décret mélange une fois de plus les lois de 1867 et de 1919 en exigeant ce qui n'existait pas auparavant, le dépôt des statuts de la société étrangère. La mesure est excellente, mais sa réalisation légale moins bonne ; il eut été préférable d'ajouter un article à la loi de 1867.

Le nouvel article 9 de la loi sur le Registre du Commerce prescrit le dépôt des statuts de la société étrangère, mais non la publication dans un journal d'annonces. Pourquoi cette demi mesure ? Pourquoi ne pas ordonner les mêmes formalités pour les sociétés étrangères que pour les sociétés françaises ? Puisque l'on s'engageait dans cette voie, il fallait aller jusqu'au bout. Le législateur de 1919 avait créé une publicité des sociétés étrangères, parant au plus pressé, et sans toucher à la loi de 1867 ; mais puisqu'en 1935, on opérait une réforme générale, il fallait intégrer la publicité des succursales françaises de sociétés étrangères dans la loi fondamentale de la publicité, comblant ainsi une de ses lacunes. Sociétés françaises et sociétés étrangères se trouvaient alors sur le même pied ; ou, si l'on préférerait pour ces dernières une publicité différente, mieux valait établir une disposition spéciale en dehors des lois existantes. On s'est contenté d'un compromis.

Le dépôt doit être fait au tribunal de commerce dans le ressort duquel est établi le principal établissement en France de la société. On ne dépose pas un original des statuts, mais seulement deux copies sur timbre en langue française. Puis,

le directeur de la succursale remet au greffier une déclaration en triple exemplaire en vue de l'inscription au Registre.

La déclaration comprend toutes les mentions de l'article 6, plus l'indication des nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité du déclarant.

L'article 9 renvoie également à l'article 7 pour les modifications aux statuts, les changements dans le personnel dirigeant de la société (auxquels l'article 9 ajoute les changements dans la personne du directeur de la succursale), et la dissolution de la société.

En outre, les modifications par acte ou délibération, des statuts de la société, font l'objet d'un dépôt.

CHAPITRE IV

LES SANCTIONS

NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ. — SES CARACTÈRES.

Le Décret maintient la nullité de la société comme sanction des lois de 1867 et 1925. La sanction est prononcée par l'article 58 de la loi de 1867 et l'alinéa dernier de l'article 14 de la loi de 1925.

En outre ces articles renvoient respectivement aux articles 8 de la loi de 67 et 10 de la loi de 1925.

Aux termes de l'article 25 du décret, portant Règlement d'Administration publique, du 17 juillet 1936, les articles 8 de la loi de 67, et 10 de la loi de 1925, sont entrés en application dès la publication du Règlement. Cette publication a eu lieu au « Journal Officiel » du 21 juillet 1936.

D'après les alinéas 2 et 3 de l'article 25 du Règlement, les dispositions des articles précités sont applicables aux instances engagées à cette date. Si la formalité omise ou irrégulièrement accomplie avant la mise en application du Décret, a été supprimée par celui-ci, l'entrée en vigueur de la disposition d'où résulte cette suppression, vaut régularisation aux termes desdits articles 8 et 10.

Remarquons que, malgré la place de l'article 8 dans la loi de 1867, l'application des règles qui en découlent n'est pas limitée aux sociétés par actions, l'article 58 ne faisant aucune distinction entre celles-ci et les autres.

Les caractères de l'action en nullité de la société pour

défaut de publicité sont-ils toujours les mêmes ? Peut-on parler encore de nullité absolue ?

Sans doute, la nullité demeure-t-elle encore non susceptible de confirmation expresse ou tacite, ni de renonciation de la part des associés ou des tiers. Sans doute, ne peut-elle être couverte par la connaissance que les tiers auraient eue en fait de la société. Sans doute encore, un associé ne pourrait être contraint d'exécuter un acte de société nulle pour défaut de publicité. Mais on ne peut plus parler d'imprescriptibilité depuis le Décret de 1935, quelle que soit l'interprétation donnée aux nouvelles dispositions.

En effet, la grande innovation de la réforme, bonne dans son intention, puisqu'il s'agit de réduire l'étendue d'application de la nullité considérée comme excessive, mais malheureuse dans sa réalisation, c'est le renvoi de l'article 58 à l'article 8 de la loi de 67.

L'article 8, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, accordait la possibilité à une société de réparer le vice de constitution dont elle était affectée et fixait une prescription de 10 ans à la nullité, pour faute commise dans l'accomplissement des formalités constitutives.

Le Décret a abrégé la prescription de 10 à 5 ans.

Le renvoi de l'article 51 à l'article 8 laisse planer toutes sortes de doutes et fait éclore discussions et controverses.

La confusion entre les formalités de constitution et les formalités de publicité n'aurait pas dû être faite. Ce sont deux choses différentes qui correspondent à deux buts distincts.

Les mesures légales qui entourent la constitution d'une société, sont avant tout inspirées du désir de protéger les souscripteurs de la future société. On comprend donc qu'au bout de quelques années la société ne puisse plus être attaquée : les

souscripteurs doivent être suffisamment renseignés ; s'ils n'ont rien dit, c'est qu'ils optent pour la validité de la société. Tandis que les formalités de publicité ont pour but de renseigner les futurs actionnaires, les futurs créanciers ou débiteurs de la société. Pour ceux-ci, on ne comprend pas, en droit, qu'au bout d'un certain temps, ils ne puissent plus invoquer la nullité d'une société qu'ils ne sont pas forcés de connaître depuis longtemps ; cela du moment que le vice existe toujours, que la publicité n'a pas encore été effectuée.

D'autre part, l'article 58 s'exprime ainsi : « sous réserve des régularisations prévues à l'article 8.... » Cette expression comprend-elle la prescription en même temps que la réparation du vice ? En d'autres termes, la prescription rentre-t-elle dans les régularisations prévues ?

Au sens exact du mot, une prescription n'est pas une régularisation. De plus, le mot « régularisation » est employé dans l'article 8 à propos de la réparation du vice : « Nonobstant la régularisation, les frais..... ». Le législateur entendrait donc lui donner le sens étroit de réparation ; ce qui exclurait la prescription en ce qui concerne l'action en nullité pour défaut de publicité.

Nous pouvons remarquer à l'appui de cette thèse, que le Décret a surtout consacré des pratiques jurisprudentielles et des usages et qu'alors, il a voulu donner son adhésion à la théorie de l'efficacité de la publicité tardive telle que l'ont élaborée les tribunaux. C'est à dire que les formalités effectuées tardivement rendaient la société régulière pour l'avenir. Les tiers entrés en relation avec la société avant la réparation du vice pouvant toujours, et sans prescription, demander la nullité.

Mais le dernier alinéa de l'article 8, d'où a été supprimé

sans doute intentionnellement, le membre de phrase « contre les actes constitutifs », vient contredire ce raisonnement. Il dit, d'une manière tout à fait générale, « les actions en nullité ci-dessus visées sont prescrites par cinq ans ».

LA RÉGULARISATION ET LA PRESCRIPTION — LEURS EFFETS.

Envisageons d'abord simplement la possibilité de réparer le vice dont la publicité est affectée.

« L'action en nullité de la société est éteinte lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister », dit l'article 8.

Les tiers qui entrent en relations avec la société, à partir du jour où la publicité est effectuée, ne peuvent plus invoquer la nullité et il semble que les tiers ayant traité antérieurement ne le puissent pas davantage car la loi ne fait aucune distinction.

Nous serions tentés d'adopter la solution contraire, qui était celle de la jurisprudence avant le Décret de 1935. En traitant avec une société irrégulière, les tiers ont acquis un droit à demander la nullité. Droit qui ne doit normalement tomber que lorsqu'ils n'ont plus d'intérêt, qu'ils ont cessé toutes relations avec elle.

Cependant le texte de l'article 8 est catégorique « l'action en nullité est éteinte... »; le terme est absolu et permet de croire que l'extinction se produit de plein droit et à l'égard de tous.

En ce cas, il faudra accorder aux tiers antérieurs le droit de rompre un contrat qu'ils ont contracté étant mal renseignés ou, au contraire, d'en poursuivre l'exécution, et de demander des dommages-intérêts en raison du préjudice subi.

Le vide qui entachait la publicité peut être réparé, même

si une action en nullité avait déjà été intentée ; pourvu que la réparation ait lieu avant le jour où le tribunal statue au fonds en première instance. Les frais de procédure seront, naturellement, à la charge des défendeurs.

Le tribunal saisi d'une action en nullité a même le droit de fixer d'office un délai pour procéder aux formalités complémentaires ou réparatrices.

L'alinéa 1 de l'article 8 prévoit le cas où la convocation d'une assemblée générale est nécessaire pour couvrir la nullité. L'action ne sera plus recevable à partir de la date de convocation régulière de cette assemblée. Cette hypothèse ne peut guère se présenter en matière de publicité. Il n'est pas besoin d'une assemblée pour décider d'effectuer les formalités même tardivement.

Si l'on admet que la prescription édictée par l'alinéa dernier s'applique à l'action en nullité pour défaut de publicité, quelle sera alors la situation de la société ?

Lorsque cinq ans se sont écoulés depuis sa constitution, ou plus exactement, depuis la fin du délai imparti pour procéder aux formalités de publicité, son existence ne peut plus être mise en péril, même si elle n'a effectué aucune régularisation. Elle acquiert l'impunité.

Il ne reste comme sanction que la possibilité pour les tiers ayant traité avec elle pendant les cinq années, de demander des dommages intérêts pour le préjudice subi. Si on admet que ces intéressés ne peuvent plus demander la nullité après réparation du vice, il faut admettre une solution identique en ce qui concerne la prescription.

Cet état de choses nous paraît criticable. Il nous semble qu'il eût été bon de laisser constamment peser une menace sur la société, de l'obliger à réparer le vice dont sa publicité

est entachée. La possibilité de régularisation établie par l'article 8 suffisait à empêcher les abus et chantages dont la société aurait pu être victime.

CAUSES DE LA NULLITÉ.

La sanction sera encourue pour absence complète de publicité, pour non dépôt au greffe du Tribunal de Commerce d'une des pièces quelconques qui doivent y être conservées, pour non publication d'un extrait des statuts et pièces annexes dans un journal d'annonces légales, ou pour oubli de l'une des mentions énumérées à l'article 57. Cette dernière cause doit être admise maintenant sans discussion possible, puisque l'article qui édicte la sanction est placé après l'énumération du contenu de l'extrait.

En présence d'une clause non comprise dans les mentions de l'article 57, mais dont la connaissance importe aux tiers, la jurisprudence ne pourra cependant invoquer d'autre sanction que l'inopposabilité aux tiers de la clause non publiée. La raison en reste toujours la même, les nullités sont de droit étroit, leurs causes doivent être interprétées restrictivement.

La nullité ne sera plus encourue pour non enregistrement dans les trois mois d'un exemplaire du journal, la formalité étant supprimée de la loi de 1867.

Comme auparavant, la société peut être aussi annulée, si le délai d'un mois pour effectuer la publicité n'a pas été respecté. L'article 59 de la loi de 1867, et l'article 17 de la loi de 1925 rappellent la sanction dans leur alinéa dernier. C'est une précision utile, mais il aurait fallu rappeler aussi le délai et fixer son point de départ. Comme par le passé, la publicité

des modifications aux statuts est sanctionnée par la nullité des actes ou délibérations réalisant la modification.

En ce qui concerne les succursales, le rappel n'a pas été fait. L'article 61 se réfère aux articles 56 et 59 pour les formalités. Le renvoi vaut-il aussi pour les pénalités ? Le texte ne semble pas permettre une réponse affirmative. D'ailleurs le renvoi à la sanction de l'article 56 qui est la nullité de la société aurait un résultat excessif. La sanction devrait être seulement la nullité des opérations effectuées par la succursale non publiée. Quand la succursale est créée au cours de la société, un renvoi au dernier alinéa de l'article 59 aurait donné ce résultat ; il vise la nullité de la modification et non la nullité de la succursale. Seulement, la création d'une succursale n'est pas toujours une modification aux statuts. Une mention spéciale de l'article 61 et de l'article 15 aurait dû compléter les dispositions légales à ce point de vue.

L'ACTION EN RESPONSABILITÉ.

L'article 8 prévoit que l'action en responsabilité pour les faits dont la nullité résulte, cesse d'être recevable lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister comme le prévoient les alinéas 1, 2 et 3 du même article et *en outre* que trois ans se sont écoulés depuis le jour où la nullité était encourue.

La responsabilité dont il s'agit ici est celle qui découle de la nullité de la société pour une infraction aux articles 55 et suivants de la loi de 1867, ou 12 et suivants de la loi de 1925, et en raison du préjudice subi par suite de l'irrégularité elle-même. Elle ne s'applique qu'aux personnes chargées d'effectuer les formalités de publicité ; et se prescrit, dit la loi, par 3 ans à compter du jour où la nullité était encourue. Le point

de départ est donc la fin du délai d'un mois pour procéder aux formalités; il en résulte que l'action en nullité survit à l'action en responsabilité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à l'action en responsabilité accordée aux tiers entrés, antérieurement à la régularisation, en relations avec la société. Cette action est, en somme, une sorte de compensation, qu'on accorderait à ces intéressés désormais privés de leur droit à demander la nullité de la société. Elle découle du contrat qui les lie à la société, et peut être intentée contre les représentants de la société quels qu'ils soient, même si ce ne sont plus ceux qui étaient chargés d'accomplir la publicité; elle est soumise au droit commun.

SANCTIONS DE LA PUBLICITÉ AU REGISTRE DU COMMERCE.

La réforme de 1935 n'a pas porté sur les articles 18 à 20 de la loi de 1919, quant aux sanctions de la publicité par le Registre du Commerce. Rien de nouveau, par conséquent, elles restent telles que nous les avons décrites dans la première partie de cette étude. A notre point de vue, il eut été cependant préférable de remplacer l'amende pénale par une sanction civile mieux en accord avec le droit général des sociétés.

Conclusion

La réforme de 1935, faite trop hâtivement, doit être considérée comme provisoire. Peut-être qu'en fait, l'état de choses ne changera pas très rapidement, mais, il faut espérer qu'on arrivera un jour à atteindre une solution satisfaisante du problème.

Les intérêts en présence sont difficiles à concilier, et nous ne voulons pas accabler la présente réforme sous une critique trop facile; mais on peut en tirer une leçon, une indication, pour éviter de tomber à l'avenir dans de nouvelles erreurs.

Le Décret de 1935 a rendu la publicité moins coûteuse pour les sociétés en supprimant le dépôt au greffe de la justice de paix et aux succursales. Cette réforme a contribué par ailleurs à simplifier la publicité. Mais si les formalités ont été quelque peu simplifiées, la législation se trouve par contre, singulièrement compliquée par suite du mélange des lois de 1867 et 1925 avec la loi de 1919.

Au lieu de cette confusion, il faudrait réaliser la fusion de toutes les lois sur la publicité en une loi nouvelle qui traiterait de toutes les publicités de sociétés, de façon tout à fait complète, et seulement de ces publicités.

Au point de vue de l'efficacité de la publicité, le Décret a fait peu de choses. Il a perfectionné et complété la commu-

nication des actes de société au greffe du Tribunal de Commerce. Cette mesure est utile mais insuffisante. Il a rendu plus complètes l'insertion au journal et l'inscription au Registre du Commerce; mais il n'a pas modifié le régime des journaux d'annonces légales, ni rendu le Registre (local ou central) communicable directement aux intéressés.

Nous ne comprenons pas pourquoi on n'a pas adopté la proposition qui consistait à faire paraître dans le Bulletin des Annonces légales Obligatoires, un entrefilet indiquant le journal où la société a publié l'extrait de ses statuts. Cette mesure ne pouvait nuire en rien à la presse locale et donnait un commencement d'utilité sérieuse à cette publicité.

De plus, on aurait pu encore exiger de la société que le nom du journal choisi figure dans ses statuts; ainsi, pour pouvoir en changer elle eût été obligée d'entamer une procédure de modification aux statuts. On aurait remédié de la sorte aux inconvénients qui résultent de la multiplicité des journaux d'annonces.

Malgré tout, étant donné le peu de diffusion de la presse locale, il serait préférable qu'un seul journal pour toute la France fût chargé de publier les sociétés. D'autant plus que les dispositions exposées plus haut, n'empêcheraient pas que les personnes désirant se tenir au courant de la vie d'un grand nombre de sociétés fussent obligées de consulter de multiples journaux.

Le journal chargé de publier les sociétés pourrait être le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. Le B.A.L.O. est déjà chargé de la publication des émissions de titres et des deuxième ou troisième convocations d'assemblées générales. Raisonnablement, il serait souhaitable que les différentes sortes de publicité relatives aux sociétés soient concentrées

en un même journal. L'inconvénient est alors que le journal risque de devenir un gros volume.

Pour réaliser une publicité vraiment efficace, à la portée de tous les intéressés, l'idéal serait que le public puisse trouver dans de nombreux endroits, par exemple, dans les greffes de tous les Tribunaux de Commerce de France, les Chambres de Commerce...., tous les renseignements qu'il désire sur une société quelconque. Ainsi il n'y aurait que le minimum de dérangement et de frais pour les intéressés. Le rôle du B.A.L.O. serait alors simplement d'avertir les tiers par une courte insertion contenant seulement quelques mentions essentielles.

Malheureusement, cette réforme nécessiterait une transformation presque complète du régime français de la publicité. Voici comment on pourrait la réaliser, en prenant pour base du système le Registre du Commerce maintenant entré dans nos mœurs ; mais un registre du commerce complètement transformé dans sa forme et dans ses caractères.

La société déposerait au greffe du Tribunal de Commerce de son siège social, comme actuellement, un original de ses statuts accompagné des pièces constitutives dans le cas d'une société par actions. On déposerait aussi une liste du personnel dirigeant, gérants ou administrateurs, directeurs généraux ou commerciaux (mais non les directeurs techniques), membres du conseil de surveillance ou commissaires de surveillance. On indiquerait les brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce exploités par la société et, le cas échéant, les adresses des succursales avec les noms de leurs directeurs.

Le déposant produirait, en outre, des pièces justificatives,

pièces d'identité personnelles et pièces prouvant l'existence d'un établissement commercial.

Avant d'accepter le dépôt des pièces, le greffier serait tenu de les soumettre au juge Président du Tribunal de Commerce, ou juge délégué, qui s'assurerait de leur conformité avec la loi.

Nous ne nous dissimulons pas que cette disposition entraînerait à une transformation profonde de notre droit, mais elle aurait l'avantage d'éviter dans l'avenir de nombreuses difficultés, des causes de procès.

Les pièces déposées ne seraient pas habituellement mises à la disposition du public, elles resteraient au greffe où on pourrait les consulter en cas de difficulté.

En même temps qu'il ferait ce dépôt, le représentant de la société remettrait entre les mains du greffier une copie intégrale, signée des premiers administrateurs ou gérants, de toutes les pièces énumérées ci-dessus. Le greffier certifierait les copies conformes et les adresserait au Journal Officiel. Celui-ci les ferait imprimer en assez d'exemplaires pour que chaque Tribunal de Commerce de France en reçoive un. Le Registre du Commerce relatif aux sociétés serait alors constitué par la reliure de ces copies imprimées. Un exemplaire serait également reçu par l'Office National de la Propriété Industrielle.

Le greffier enverrait aussi au Journal Officiel un court extrait destiné à être inséré au B. A. L. O.

Le Registre serait mis gratuitement à la disposition du public.

Le gros défaut de ce système, nous l'admettons aisément, est d'être onéreux pour la société qui se constitue. Défaut compensé tout de même dans une certaine mesure par la sim-

plification des formalités à accomplir : Une seule démarche à effectuer ; un seul original des statuts à déposer, l'autre exemplaire étant une simple copie ; pas de formalités à accomplir au lieu des succursales, leur publicité est assurée.

Les modifications aux statuts, quelles qu'elles soient, les changements dans le personnel dirigeant de la société, les créations de succursales au cours de la société, les achats de brevets ou marques, la dissolution de la société de quelque manière qu'elle se produise, seraient publiées de la même façon. Un court avertissement au B. A. L. O. paraîtrait dans tous les cas.

Les constitutions de nantissements qui doivent être inscrites actuellement au Registre du Commerce, figureraient aussi dans notre publicité, mais elles devraient être retirées du Registre après mainlevée, de façon à éviter toute équivoque possible et à ne pas nuire injustement au crédit de la société.

Bien entendu, les succursales françaises de sociétés étrangères seraient soumises aux mêmes formalités.

Dans ce système de publicité, il semble que l'on puisse conserver sans inconvénient la nullité de la société comme sanction, avec la possibilité de réparer tardivement tout vice entachant la publicité, la réparation opérant pour l'avenir. Le nombre de causes de nullité seraient certainement beaucoup moins grand, étant donné le rôle du juge et du greffier.

L'idée que nous venons de développer longuement ci-dessus, outre son défaut d'être onéreuse pour les sociétés, est sans doute un peu ambitieuse et difficilement réalisable. On pourrait reprendre utilement le projet de création d'un Office des Sociétés, présenté en 1918, en créant un Office dans

cinq ou six grandes villes de France et en conservant en outre la publicité au siège social. Le public aurait ainsi à sa disposition plusieurs centres où trouver concentrée une publicité complète sur toutes les sociétés. Publicité plus restreinte, mais moins onéreuse pour les sociétés que dans le système précédent.

L'inconvénient est d'obliger à créer un nouvel organisme.

Dans le projet de 1918, une autre idée intéressante dans un autre ordre de préoccupations peut être reprise aisément. Elle est facile à réaliser. Nous voulons parler du répertoire qui serait dressé des administrateurs, gérants, membres du conseil de surveillance, commissaires de surveillance de sociétés, avec en face de leur nom la dénomination des sociétés auxquelles ils appartiennent et la fonction qu'ils y remplissent.

L'Office National de la Propriété Industrielle possède, grâce au Registre Central du Commerce et à l'exemplaire des statuts qui y est déposé, assez de renseignements pour pouvoir constituer ce répertoire. Sa consultation, par toute personne qui en ferait la demande, pourrait lui procurer des indications très utiles.

Jusqu'à nouvel ordre et tant que la situation économique ne sera pas plus stable, nous ne pensons pas que la publication des bilans annuels des sociétés doive être organisée.

Nous venons d'envisager divers projets de réformes possibles; nous aurions pu reprendre également les projets présentés ces dernières années. Toutes ces solutions proposées du problème, montrent la difficulté de le résoudre. Aussi nous bornerons-nous en concluant, à insister sur le point qui groupe toutes les opinions : nécessité de modifier le système de publicité par la presse. Il est absolument indispensable de réaliser cette réforme.

La publicité légale des sociétés de commerce ne sera rendue efficace qu'à ce prix. Tous les autres perfectionnements n'auront aucune portée, tant qu'il ne leur sera pas donné par une divulgation réelle une publicité véritable.

Vu, le Doyen :

E. ALLIX.

Vu, le Président :

PERCEROU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

Bibliographie

- ARTHUIS. — *Traité des Sociétés de Commerce*, 3^e édit., t. II.
- ASTIER. — *Rapport sur le Registre du Commerce*. Sénat, session ordinaire de 1917. Journal Officiel, documents parlementaires (Sénat), p. 831.
- BOURCARD. — Note sous arrêt. *Recueil général des lois et arrêts*, Sirey (abréviation : S), 1928, II^e partie, p. 41
- BOURGUIGNAT. — Note sous arrêt. S. 1878, II, p. 97.
- BOSVIEUX. — Les nouvelles règles relatives à la Publicité des Sociétés de Commerce (Décret du 30 octobre 1935) *Journal des Sociétés civiles et commerciales* (abréviation : J. S.), 1936, p. 513 et s.
- Notes sous arrêts, V. au J. S. 1890, p. 355; 1907 p. 459; 1911, p. 161 et s.; 1913, p. 361; 1914, p. 28; 1923, p. 458; 1929, p. 102.
- Sociétés par actions. Transfert du siège social et création de maisons de commerce au cours de la Société. J. S. 1908, p. 49 et s.
- COPPER-ROYER. — *Traité des Sociétés anonymes*, 4^e édit., t.I.
- CORDONNIER. — Notes sous arrêts, V. au J. S. 1924, p. 280 et s.; 1929, p. 487.
- DECUGIS. — *Traité pratique des Sociétés par actions*, 7^e édit.
- DOLBEAU. — La réforme de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés. Rapport général. — *Bulletin de la Ligue des Sociétés*, n^o 4, novembre 1930.

- EUDE. — Le Registre du Commerce Français et le Registre du Commerce allemand. *Thèse* Lille, 1922.
- FOX. — La Publicité légale des Sociétés de Commerce. *Thèse*, Nancy, 1935.
- FRAISSAINGEA. — Note sous arrêt. *Recueil périodique et critique*, jurisprudence générale, Dallos (abréviation : D), 1903, II^e partie, p. 201.
- GABOLDE. — Protection de l'Epargne et Publicité des Sociétés de Commerce. J. S. 1932, p. 257 et s.
- GOMBEAUX. — Législation française du Registre du Commerce. Mécanisme de la Publicité légale. — *Annales du Droit commercial*, 1921, p. 85 et s.
- HAMEL. — Rapport à la Commission du Registre du Commerce et de la Publicité. — *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1931, p. 59 et s.
- HEMARD. — Théorie et pratique des nullités de Sociétés et des Sociétés de fait, 2^e édit.
- HOUPIN. — Notes sous arrêts. V. au J. S. 1906, p. 254 ; au S. 1933, II, 53.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales et des Associations*, 7^e édit., t. II.
- JAPIOT. — Note sous arrêt. S. 1913, II, p. 80.
- JUPIN. — Note sous arrêt. J. S. 1929, p. 426 et s.
- LABBÉ. — Note sous arrêt. S. 1878, II, 225.
- LEDEBT. — Note sous arrêt. J. S. 1884, p. 575.
- LYON-CAEN. — Note sous arrêt. S. 1916, I, p. 145.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit Commercial*, 5^e

édition, avec la collaboration de AMIAUD, t. II,
1^{re} partie.

MICHEL. — Traité des Sociétés. *Le Juriss-Classeur*, t. IV.

Notes anonymes sous arrêt. V. J. S. 1880, p. 113; 1889, p. 90;
1902, p. 513; 1911, p. 15 et p. 358; 1914, p. 212;
1923, p. 77.

— S. 1920, I, p. 212.

— *Revue des Sociétés* (abréviation R. S.), 1883, p.
315; 1895, p. 168.

PERCEROU. — Note sous arrêt. D. 1912, I, p. 97.

PIC. — *Des Sociétés commerciales*, t.I, collection Thaller.;
*Traité général théorique et pratique de Droit com-
mercial*, 2^e édit.

Réponses du Ministre du Commerce, au sujet de l'application
de la loi du 18 mars 1919. — V. *Revue de l'En-
registrement*, 1922, p. 144; J. S. 1927, p. 624.

RESTEAU. — *Traité des Sociétés anonymes* (Droit belge), 2^e
édit. t. I.

RQUSSEAU. — Commentaires sur la loi du 1^{er} août 1893.

— Note sous arrêt. S. 1925, II, 74.

— Rapport au nom de la Commission extra-parle-
mentaire; projet de loi de 1903. J. S. 1903, p. 184 et s.

THALLER. — De la Réforme de la loi sur les Sociétés par ac-
tions. J. S. 1884, p. 764 et s.

— Note sous arrêt. D. 1900, I, 369.

THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de Droit com-
mercial*, 8^e édit., t. I.

VAVASSEUR. — Publications légales; Preuve de l'irrégularité.

R. S. 1892, p. 154.

WAHL. — Des délais en matière de Sociétés par actions. J. S.,
1911, p. 258 et s.

— Notes sous arrêts. S. 1901, I, p. 513 et 1911, II,
p. 265; J. S. 1911, p. 127.

Table des Matières

<i>Introduction</i>	5
	Pages

PREMIÈRE PARTIE

<i>L'état du Droit avant le Décret du 30 Octobre 1935</i>	9
---	---

CHAPITRE PREMIER

Les formalités de Publicité originaires	9
---	---

I

Lois du 24 Juillet 1867 et du 7 Mars 1925	9
Dépôt de l'acte de société	10
Autres pièces à déposer	11
Communications aux tiers des pièces déposées	12
Publication d'un extrait des statuts	13
Délai pour accomplir les formalités	21
Preuve de l'accomplissement des formalités	22
Qui est chargé d'effectuer les formalités ?	24

II

Le Registre du Commerce	24
Contenu de la déclaration	25
Rôle du greffier	27
Délai et preuve	28
Qui doit requérir l'inscription ?	28
Communication du Registre aux tiers	29

CHAPITRE II

Publicité des modifications aux statuts	30
---	----

	Pages
I	
La publicité des modifications dans les lois de 1867 et 1925	30
Modifications soumises à publicité	30
Principales modifications à publier	32
Qui doit effectuer la publicité ? Que doit-on publier (forme) ?	39
II	
Inscription des modifications sur le Registre du Commerce	40
Radiation	41
CHAPITRE III	
Cas des Sociétés à succursales. — Sociétés ayant des succursales	
en France	42
Définition de la succursale	42
La publicité aux succursales selon les lois de 1867 et 1925	45
Inscription des succursales au Registre du Commerce ..	46
Sociétés étrangères ayant des succursales en France ..	48
CHAPITRE IV	
Les sanctions	50
I	
Sanction des règles de publicité édictées par les lois de 1867 et de 1925	50
Caractères de la nullité	50
Causes de la nullité	56
Qui peut demander la nullité ?	59
Effets de la nullité	60
II	
Sanction de la Publicité au Registre du Commerce	61
CHAPITRE V	
Critiques adressées au système français. — Regard sur quelques législations étrangères	63
Droit belge	65

	Pages
Pièces annexes	80
Droit allemand	68
Droit italien	70

DEUXIÈME PARTIE

<i>Le Décret du 30 Octobre 1935 et le Règlement d'Administration publique du 17 Juillet 1936</i>	73
--	----

CHAPITRE PREMIER

Publicité originaire d'après le Décret de 1935 et le Règlement d'Administration publique relatif à son application	73
Historique du Décret du 30 octobre 1935	73
Le Règlement d'Administration publique du 17 juillet 1936	78

I

Lois du 24 juillet 1867 et du 7 mars 1925 modifiées	79
Dépôt de l'acte de société	79
Pièces annexes	80
Communications aux tiers des pièces déposées	82
Extrait à publier	83
Délai et preuve	89

II

Le Registre du Commerce	90
-------------------------------	----

CHAPITRE II

Publicité des modifications aux statuts	93
Lois de 1867 et de 1925	93
Forme du dépôt	96
Registre du Commerce	97

CHAPITRE III

Publicité aux Succursales	98
Publication au journal d'annonces	98
Inscription au Registre du Commerce	100
Succursales de Sociétés étrangères	101

	Pages
CHAPITRE IV	
Les sanctions	103
Nullité de la société. — Ses caractères	103
La régularisation et la prescription. — Leurs effets	106
Causes de la nullité	108
L'action en responsabilité	109
Sanction de la publicité au Registre du Commerce	110
<i>Conclusion</i>	111
<i>Bibliographie</i>	119
